

Le Pen-Barnier, le jeu du chat et de la souris

Quelle qu'ait été l'identité du successeur de Gabriel Attal, la prochaine séquence budgétaire s'annonçait, dans une Assemblée tripolarisée, comme un périlleux rendez-vous : au chaos politique s'ajoute un grand désordre financier. Dette, déficit, la situation dont hérite Michel Barnier est pire que prévu. Le nouvel hôte de Matignon a dû solliciter de la Commission euro-

péenne un peu de répit pour lui présenter un plan de redressement des comptes digne de ce nom. Passer sous les fourches caudines de Bruxelles ne sera pas simple. Cet obstacle, quoiqu'élevé, n'est toutefois pas infranchissable.

Plus complexe encore est l'équation posée par le RN qui joue au chat et à la souris avec Michel Barnier. Et donc Emmanuel Macron. Patte de velours à l'an-

nonce de la nomination à Matignon d'un homme jugé « respectueux ». Griffes à peine sorties pour signifier au Premier ministre qu'il est « sous surveillance » tout en l'assurant en douceur qu'il ne serait pas « très raisonnable » de le censurer dès son discours de politique générale. Feulement, les dents bien en évidence à l'évocation de cet automne : « quand on est dans l'opposition, en règle générale,

on vote contre le budget », avertit une Marine Le Pen parfaitement consciente des rapports de force.

Le RN dit attendre des « actes », entendez des gages. Mais il est avant tout un adversaire aux intérêts et à l'agenda diamétralement opposés à ceux de Michel Barnier. Pour ce dernier, hors 49.3, point de salut. Viendra alors la censure qu'une gauche criant au « vol » votera comme un

seul homme. Reste à savoir ce que sera l'attitude du RN qui, d'ici là, aura tout loisir de jouer les faux-semblants...

En bon montagnard, Michel Barnier est habitué aux lignes de crêtes. Sans doute sait-il aussi qu'en altitude, les ponts de neige pouvant céder à tout moment sont les pires ennemis des alpinistes.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Le chef de l'Etat veut laisser son Premier ministre occuper le devant de la scène et parle désormais de « coopération exigeante » pour décrire sa relation inédite avec Michel Barnier

Macron, Président en deuxième ligne

Prise de recul

Le président de la République tente de se tenir désormais à distance de la gestion quotidienne des affaires du pays. « Je vais laisser le gouvernement gouverner », a-t-il promis à ses anciens ministres et aux membres du camp présidentiel. Si le risque de censure immédiate est écarté, le danger demeure avec l'examen du budget qui démarre début octobre dans l'Hémicycle.

François-Xavier Bourmaud

COMME UN DÉPART EN EXIL. Après avoir tenu ses Premiers ministres bride courte pendant sept ans, Emmanuel Macron passe bride longue pour Michel Barnier. Il faut laisser le Premier ministre en première ligne. Et se tenir désormais à distance de Matignon pour laisser s'installer ce que le chef de l'Etat décrit comme une « troisième forme de V^e République, après celle, classique, où le président de la République dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale et celle de la cohabitation où l'opposition domine dans l'Hémicycle.

Pour qualifier cette « nouvelle ère », Emmanuel Macron a longtemps

tourné autour du pot. « Un parfum de cohabitation » ? Pas assez clair. Une « coalibitation » ? Trop compliqué. Une « coexistence exigeante » ? Trop rugueux. Finalement il a trouvé. Ce sera une « coopération exigeante ». La nouvelle expression forgée à l'Élysée pour décrire la période qui s'ouvre. Michel Barnier l'a résumée vendredi soir sur TF1 pour sa première intervention télévisée dans le costume de Premier ministre : « Le Président doit présider, le gouvernement doit gouverner. » Chacun à sa place donc, dans le respect de la Constitution.

Signe des temps, Emmanuel Macron avait peu avant renoncé à l'idée



d'intervenir lui aussi à la télévision pour s'expliquer sur son choix.

Ligne rouge. Vis-à-vis de son nouveau Premier ministre, le chef de l'Etat s'était montré très clair lors d'un entretien en tête-à-tête : « Vous n'avez aucune ligne rouge sur le fond ». A condition tout de même de rester dans le

cadre d'une « coopération exigeante » où le président de la République conserve quelques prérogatives.

Sur l'International d'abord, domaine réservé du chef de l'Etat et étendu aux questions européennes. « Sur ces sujets, il y a de toute façon un alignement général avec le Premier ministre », observe-t-on dans l'entou-

rage d'Emmanuel Macron. Sur le respect du bloc central ensuite. Après tout, si la majorité sortante a perdu les élections législatives, elle conserve un groupe important dans l'Hémicycle. Il va falloir en tenir compte, le chef de l'Etat veut y veiller. Tout comme il compte enfin retisser son lien avec les

●●● Pages 2 à 4

Comment le chef de l'Etat a choisi son Premier ministre

Manceuvres, tractations, ballons d'essai... Récit d'une gestation déroutante **Page 4**

En Libye, le pétrole attise la rivalité entre Haftar et Dbeibah

Les hommes forts de Benghazi et Tripoli se battent pour contrôler les revenus de l'or noir **Page 7**

Blé français : la catastrophe qui vient



SIPA PRESS

La moisson 2024 de blé tendre est la plus basse depuis quarante ans. Blé dur, orge d'hiver et de printemps affichent aussi des chiffres de récolte en berne. Le changement climatique n'est pas la seule cause de ces moissons calamiteuses. La perte des moyens de production provoque une baisse continue des rendements.

Page 6

nim
Groupe Menway

MANAGEMENT
DE TRANSITION
DEPUIS 2001

Un manager de transition
en 48 heures pour prendre en main
une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

Macron, Président en deuxième ligne

●●● *Suite de la page 1*

Français à coups de déplacements, même si pour l’heure, aucun n’est encore programmé.

Dans la pratique, l’Elysée a déjà coupé les liens avec Matignon. Les deux maisons ne partageront plus de conseillers comme c’était le cas depuis 2017. Le Premier ministre peut choisir lui-même son directeur de cabinet (c’est Jérôme Fournel qui occupait le même poste à Bercy auprès de Bruno Le Maire, qui a été désigné). Les conseillers du Président ne participeront plus aux réunions interministérielles. La réunion de coordination du mardi soir, entre les conseillers en communication de l’Elysée et de Matignon, est supprimée. « L’Elysée ne sera plus une force d’impulsion des politiques publiques », résume un proche du Président.

Concrètement, le chef de l’Etat ne tiendra plus de conférence de presse programmatique. La dernière remonte à janvier. Emmanuel Macron venait à peine de nommer Gabriel Attal Premier ministre, lequel n’avait pas encore délivré son discours de politique générale à l’Assemblée nationale. Durant plus de deux heures, le président de la République avait détaillé depuis l’Elysée, et en direct à la télévision, la feuille de route du nouveau gouvernement. Uniforme à l’école, congé de naissance, nouvelle loi croissance, nouvel assouplissement du Code du travail... Tout ou presque y était passé.

Tempête. A Michel Barnier de s’y coller désormais. Emmanuel Macron a prévenu ses anciens ministres et quelques députés qu’il recevait à l’Elysée la semaine dernière après la nomination du nouveau Premier ministre : « Je vais laisser le gouvernement gouverner. » Et affronter la tempête. Si Michel Barnier a l’assurance de ne pas être censuré immédiatement, plusieurs épreuves à haut

Le président de la République a prévenu ses anciens ministres et quelques députés qu’il recevait à l’Elysée la semaine dernière après la nomination du nouveau Premier ministre : « Je vais laisser le gouvernement gouverner »

risque l’attendent. L’examen du budget tout d’abord, pour lequel le risque de motion de censure existe. La niche parlementaire de LFI ensuite, qui compte déposer un projet de loi d’abrogation de la réforme des retraites. Le RN y étant lui aussi favorable, le risque de censure est toujours présent. Tout comme pour tous les autres textes que défendra le premier ministre d’ailleurs, tant la configuration de la



SIPA PRESS

Emmanuel Macron tirera-t-il parti de ce retrait de la gestion des affaires courantes pour regonfler sa cote de popularité ?

nouvelle Assemblée nationale est explosive. « Le Président ne cherchait pas une non-censurabilité sine die mais immédiate. Malgré les désaccords que nous pouvons avoir avec Michel Barnier, et ils sont nombreux, l’avenir montrera qu’il est en capacité de faire la synthèse, assure un proche du président. Charge à lui d’être à la hauteur. »

Dans cette configuration, Emmanuel Macron n’est pas forcément mécontent de se retrouver en retrait. Cette position en marge du champ politique permet souvent de regagner en popularité. A fortiori quand le contraste est fort avec le Premier ministre. A cet égard, la passation de pouvoir entre Gabriel Attal et Michel Barnier n’est pas passée inaperçue. Notamment la façon dont le nouvel hôte de Matignon a sèchement remis en place son prédécesseur après son discours de départ. Un peu raide. Et annonciateur de cette « coopération exigeante » dans laquelle Emmanuel Macron se lance avec peu d’armes.

Du point de vue institutionnel, il ne lui reste plus que le référendum à brandir en cas de blocage à l’Assemblée nationale. Emmanuel Macron compte aussi sur son domaine réservé pour continuer à se faire entendre et se montrer à l’action. Il y a moins de coups à prendre que dans la gestion quotidienne du pays qu’il pratiquait jusqu’alors. Et puis en tant que président de la République, il bénéficie aussi d’une voix plus forte que le reste du personnel politique lorsqu’il s’exprime. Ce que l’on appelle à l’Elysée le « magistère de la parole ». En dehors, on désigne plutôt ça comme un « pouvoir de nuisance ». C’est peu. Mais Emmanuel Macron n’est désormais plus au front. A condition de réussir à se tenir en retrait, ce qui n’est pas dans sa nature.

@fxbourmaud

Le Budget 2025, premier supplice pour Michel Barnier

MICHEL BARNIER VIENT d’accepter une mission impossible. Faire passer un budget sans tomber sous le coup d’une motion de censure à l’Assemblée nationale. La situation que le nouveau Premier ministre a trouvée sur son bureau est pour le moins alarmante. Jeudi, les ministres de l’Economie et du Budget, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, lui ont fait parvenir une lettre résumant les grands enjeux du projet de loi de finances 2025. Son directeur de cabinet, Jérôme Fournel, la connaît par cœur, lui qui était le directeur de cabinet de Bruno Le Maire.

Le nouvel hôte de Matignon doit prendre des décisions très vite. La version finalisée de sa copie est censée être transmise au Haut conseil des finances publiques pour le 13 septembre. Le Premier ministre va devoir arbitrer la cible de déficit qu’il veut viser pour 2025, compte tenu des dernières informations sur le contexte économique et l’exécution du budget 2024.

Déjà révisés après le dérapage inattendu de 2023, les objectifs fixés par l’ancien gouvernement sont déjà caducs. Oublié, l’espoir de revenir à 5,1% de déficit en 2024, puis à 4,1% en 2025. Dans une note du 17 juillet communi-

Vu le timing, il est probable que le nouveau Premier ministre soit contraint d’amender sa copie de départ en direct, au cours des débats parlementaires

quée aux parlementaires lundi 2 septembre, la direction générale du Trésor prévoyait que le déficit 2024 remonterait à 5,6% contre 5,5% en 2023 en l’absence de nouvelles mesures d’ajustement d’ici à la fin de l’année. L’objectif de passer sous les 3% à la fin du second quinquennat d’Emmanuel Macron est, de fait, enterré. Gabriel Attal se voulait réaliste. « Le but pour cette année, c’était de se rapprocher le plus possible de 5,1% », confie un familier du dossier sur le départ. A l’en croire, atterrir autour de 5,3% serait donc déjà une performance. Pour 2025, il s’agit de « passer sous les 5% ».

Pour tenter de circonscrire l’incendie cette année, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ont gelé 16,5 milliards de crédits. Mais tous ne pourront sans doute pas être annulés. « Une bonne part des crédits gelés est, in fine, dégelée car ils constituent en réalité des dépenses inévitables. C’est le cas, par exemple, des prestations ou des dépenses de personnels, souligne l’auteur du site internet de référence sur les finances publiques Fipeco, François Ecalte. A la fin des fins, « la moitié des crédits gelés sont dégelés en fin d’année », confie cet ancien magistrat de la Cour des comptes. Une mesure rétroactive sur 2024 de taxation des rentes exceptionnelles des éner-

géticiens, la Contribution sur la rente inframarginale de production d’électricité (CRIM), créée en 2023, et qui avait beaucoup moins rapporté que prévu, permettrait de faire rentrer quelque 2,5 milliards d’euros dans les caisses.

Effort. Pour 2025, Gabriel Attal a prévu une enveloppe globale sans augmentation de crédits pour les ministères. Cela revient à réaliser un effort budgétaire puisqu’en l’absence de mesures d’économies, les dépenses de l’Etat ont tendance à augmenter d’année en année, tout comme celles de la santé ou des collectivités locales. Un effort chiffré à 15 milliards par Bercy. Cinq milliards d’économies supplémentaires seraient prévues dans le budget de la Sécurité sociale. « Si Michel Barnier veut dire “je rajoute des crédits dans tel ou tel ministère”, il peut, mais alors il faudra qu’il trouve des économies en plus sur la Sécurité sociale, ou des mesures de fiscalité », indique notre familier du dossier.

La loi organique sur les lois de finances prévoit un dépôt du PLF devant le Parlement le premier mardi d’octobre. Les ténors de la Commission des finances du Sénat ont prévenu mercredi qu’il était hors question de reporter sa présentation de quinze jours, même pour laisser à Michel Barnier le temps d’imprimer sa patte. Vu le timing, il est probable que le nouveau Premier ministre soit contraint d’amender sa copie de départ en direct, au cours des débats parlementaires.

En revanche, la France vient de demander un délai supplémentaire à la Commission européenne, à qui elle devait transmettre son plan de réduction des déficits et de réformes avant le 20 septembre, pour tenter d’étaler de quatre à sept ans son effort de réduction du déficit.

Marc Vignaud
@mvignaud



SIPA PRESS

Michel Barnier est censé transmettre d’ici au 13 septembre son projet de budget au Haut conseil des finances publiques.

Jean-Luc Mélenchon pousse les feux de la radicalité

JEAN-LUC MÉLENCHON, 73 ans, fait sa rentrée. A Paris, au pied d’un camion-plateau aux couleurs du Nouveau front populaire (NFP), l’insoumis observe le leader de l’Union syndicale lycéenne, Manès Nadel, 17 ans. « Emmanuel Macron doit se souvenir qu’il a face à lui le peuple de France qui fait tomber la tête des monarques », tempête le jeune homme à la mèche brune.

Les ferments de la colère sont là : l’indignation face au « coup de force antidémocratique » qui a conduit à la nomination d’un homme de droite issu d’un camp - Les Républicains - arrivé en cinquième position aux législatives, la critique d’un « jeu médiatique » destiné à mettre en scène une finale pipée entre Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, le souvenir du « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005. Et, surtout, un parfum prérévolutionnaire propice à la destitution du chef de l’Etat. Qu’importe si la procédure initiée par le groupe LFI à l’Assemblée nationale n’a aucune chance d’être avalisée par le Parlement.

Le maître rhéteur hume avec délice cette brise de conflictualité. Il a enfilé sa veste en cuir des grands jours pour une ode à la Constituante de 1789. La date du samedi 7 septembre avait été marquée d’une pierre blanche dans l’agenda des insoumis ; la première manifestation d’une « bataille de longue durée » promet Jean-Luc Mé-

lenchon à ses fidèles venus l’écouter, drapeaux palestiniens et portraits de Che Guevara sur le dos. A deux pas de la place de la Bastille, le tribun insoumis en fait le serment : « Il n’y aura pas de pause, pas de trêve » tant qu’Emmanuel Macron sera à l’Elysée.

Sa « nouvelle France » a répondu présente. Quoique faiblement : 160 000 personnes dans la capitale selon les organisateurs, 26 000 seulement à Paris et 110 000 à travers la France, selon les chiffres de la préfecture de police. Dans le cortège, une absente de taille : Lucie Castets, la candidate malheureuse du NFP à la fonction de Première ministre.

« Souffle dégagiste ». Ce n’est pas une démonstration de force, Jean-Luc Mélenchon le sait. Alors il sermonne ceux qui n’ont pas fait le déplacement : « Où êtes-vous ? Pourquoi n’êtes-vous pas là ? N’avez-vous pas honte de laisser un pareil coup se faire contre votre dignité ? » Message reçu par les syndicats, et notamment la CGT de Sophie Binet, qui descendra dans la rue à son tour, le 1^{er} octobre.

« L’attitude d’Emmanuel Macron va pousser tout le monde à venir sur des modes d’action plus frontaux », se réjouit le coordinateur de LFI, Manuel Bompard. Tout le monde ? Pas les socialistes, qui ont refusé de s’associer à la marche

du 7 septembre considérant que l’agit-prop ne servirait à rien. Logique, estime le stratège insoumis, car « Olivier Faure ne peut pas ouvrir tous les jours un nouveau front vis-à-vis de son opposition interne ».

Il faut dire qu’à l’intérieur de la vieille maison, les fissures sont nombreuses et le spectre d’un Congrès de plus en plus présent. Depuis près de 48 heures, s’est imposée l’idée chez les opposants d’Olivier Faure que la décision prise en bureau national du PS, mardi 3 septembre, aurait anéanti les chances de Bernard Cazeneuve en refusant d’accorder un soutien explicite à

« Si c’est Macron le responsable, c’est lui qui doit s’en aller et personne d’autre », exhorte le leader de LFI

l’ex-Premier ministre de François Hollande. Du maire PS de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol à celle de Paris, Anne Hidalgo, en passant par le député de l’Eure, Philippe Brun, la thèse est relayée : la gauche n’aurait donc qu’à s’en prendre à elle-même, à son maximalisme programmatique, à son refus de tout compromis par

alignement sur les méthodes sectaires de LFI. Le théoricien de la VI^e République, lui, n’a que faire de l’identité du nouveau locataire de Matignon. La censure a priori de Michel Barnier par les 193 députés du NFP n’est pas une fin en soi. D’ailleurs, « personne ne dit que c’est M. Barnier le responsable de la situation, précise Jean-Luc Mélenchon. Si c’est Macron le responsable, c’est lui qui doit s’en aller et personne d’autre ». Ce n’est pas de la « grande marche populaire » sur Matignon imaginé par Adrien Quatennens dont il est question, mais de la prise de l’Elysée grâce à la convocation d’une présidentielle anticipée.

« Il va y avoir un souffle dégagiste dans la société, une défiance croissante vis-à-vis de la tambouille parlementaire, prédit Manuel Bompard. Il faut donc faire un pas de côté par rapport à la classe politique et cibler la seule clé de voûte de la V^e République ». Pour écourter le quinquennat d’Emmanuel Macron et plonger le pays dans le chaos, Jean-Luc Mélenchon sait qu’il lui faudra compter sur l’apport de Marine Le Pen et de ses troupes. C’est elle qui a droit de vie ou de mort sur ce gouvernement. Il faut donc étriller le Rassemblement national, « ces petits larbins du pouvoir », jusqu’à ce qu’ils renoncent à la stratégie de la respectabilité et votent la censure. La crise de régime en dépend.

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

Le dilemme de Marine Le Pen avec Michel Barnier

« JE SUIS D'UN NATUREL JOYEUX ! » Marine Le Pen défile tout sourire dans son costume de rentrée dominical au cœur de son fief d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Une brocante, des selfies, des voitures de collection sorties pour l'occasion. Seuls les bénévoles du Secours catholique détournent les yeux. La leader du RN s'attendait à pire retour aux affaires. L'élue s'était exilée aux prémices de l'été, la mine défaite par le revers cuisant des législatives où sa formation avait échoué en troisième position, elle qui rêvait d'être propulsée à Matignon. Deux mois ont passé et le monde s'est inversé. « Le RN n'a jamais été aussi fort », claironne celle qui entend « mettre le gouvernement sous surveillance ».

Le diable se nicherait-il dans ce grand écart ? « Applaudissez celle qui a fait nommer Barnier à Matignon ! Assumez vos positions, vous êtes anti-européen d'habitude ! », s'écrit un militant du Nouveau Front populaire posté dans l'allée. Les lepénistes regardent ailleurs. Ils le savent : Michel Barnier a été nommé Premier ministre jeudi par le chef de l'Etat car leur championne ne l'a pas promis à la censure immédiate, a contrario des autres prétendants, Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand. Le RN se revendiquant souverainiste et antisystème, peut-il appuyer le gouvernement d'un pro-européen de droite alors qu'il a les clés pour le renverser ? « Il faut apparaître pragmatiques, soupire un proche de Marine Le Pen. Nous refusons de paralyser le pays comme le fait le NFP. Mais pas à n'importe quel prix ».

Conditions. Le juste prix reste un défi. En se plaçant comme premiers opposants au « système », ces tenants du front républicain qui se sont « ménagés, désistés, cooptés », comme le scande la cheffe de file du RN, les lepénistes demeurent hantés par une peur : finir assimilés à ce même « clan ». Un article du *Journal du Dimanche* ravive la plaie. L'hebdomadaire paru le matin même relate un « deal secret » entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen pour orchestrer la nomination de Michel

« Sans grand effort, on nous a livré l'épée de Damoclès de la censure, admet un conseiller du parti à la flamme. A nous de lever ou baisser le pouce. Notre enjeu désormais est de savoir comment utiliser ce pouvoir »

Barnier, par l'entremise du facilitateur Thierry Solère, déjà à l'origine du « dîner secret » avec Edouard Philippe révélé par Libération.

Jeudi, sur France Inter, le cadre Jean-Philippe Tanguy fusille le Savoyard en « fossile fossilisé ». Le chef de l'Etat aurait alors, selon le *JDD*, appelé sa cheffe, pour obtenir des garanties sur une non-censure avant le discours de politique générale. « Je vous enjoins à ne pas croire ce qui est écrit dans les journaux ! », gronde Marine Le Pen, démentant auprès de la presse tout échange avec le Président jeudi.



La cheffe de file du RN a tenu son discours de rentrée, dimanche, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).

Son entourage est furieux. « Je ne suis pas la DRH d'Emmanuel Macron », soutient-elle encore et encore.

L'élue a toujours nié avoir soutenu un nom, mais plutôt évoqué des conditions. Le seul coup de fil a eu lieu mardi soir, confirme l'Elysée. Parmi une liste, dont Michel Barnier, la triple candidate à la présidentielle a indiqué censurer immédiatement Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, précisent les deux parties à l'Opinion. Selon nos informations, le recadrage de Jean-Philippe Tanguy a seulement été évoqué par Marine Le Pen au téléphone avec son messenger traditionnel, Thierry Solère, dans la foulée de sa visioconférence avec ses troupes jeudi.

Blanc-seing. A sa grande surprise, le RN-paria est devenu en un été faiseur de Premier ministre. Inédit pour la formation d'extrême droite qui tâtonne en profane sur ce chemin. « Sans grand effort, on nous a livré l'épée de Damoclès de la censure, admet un autre conseiller. A nous de lever ou baisser le pouce. Notre enjeu désormais est de savoir comment utiliser ce pouvoir. »

Marine Le Pen a choisi de jouer le chaud et le froid. « Nous n'accorderons pas de blanc-seing », cingle-t-elle dans son discours de rentrée après s'être réjouie face à la presse des premiers mots de Michel Barnier. Elle va même un peu plus loin : « Il ne serait pas très raisonnable d'effectuer une censure après le discours de politique générale », compte tenu des thèmes qu'il évoquera certainement, allant de l'immigration au pouvoir d'achat.

Si la responsable RN assure ne pas s'opposer à la présence de personnalités de gauche dans le gouvernement, elle sera surtout très attentive au recyclage de ministres macronistes. « Le premier enseignement viendra de sa composition. Est-ce que ce sera un mauvais signal montrant "on prend les mêmes et on recommence" ? », avertit un cadre.

Trois de ses proches arrivent à la même conclusion : le nouveau gouvernement ne survivra pas au vote du budget. « Barnier n'aura pas la marge de manœuvre nécessaire pour faire un budget de rupture », argue l'un d'eux. Soit il penche trop vers le RN, au risque de se faire censurer par les siens, soit il dévisse à leurs yeux.

Les lepénistes font clignoter leurs mesures phares, sait-on jamais : baisse de la TVA à 5,5% sur les produits énergétiques, quasi-suppression de l'aide médicale d'Etat, instauration de la proportionnelle. Le nouveau locataire de Matignon peut piocher parmi les « mesures d'urgence » de Jordan Bardella lors des législatives pour tenter d'obtenir un sursis. Et encore. « Peut-être que Marine décidera que s'il n'y a pas de retour à 62 ans pour la retraite dans le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS), on le censurera », ajoute un stratège. Le troisième évoque comme « ligne rouge » toute hausse d'impôts sur les classes moyennes, et conclut : « tout est possible. »

La formation à la flamme est réputée pour sa « non-fiabilité ». Après avoir conspué la loi immigration des mois durant, elle l'a finalement voté. Aujourd'hui encore, les lignes sont mouvantes. Un mariniste ironise : « Si Michel Barnier se transforme en véritable homme d'Etat, en représentant du RN, on pourra prendre le risque de le sauver. » Et de se brûler ?

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

16 ANS
GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

**Notée en moyenne 4,7/5
par 359 000 utilisateurs,
voilà une appli qui
fait grandir vos idées.**

Téléchargez l'Appli SG
sur l'App Store (4,7*)
et sur Google Play (4,3*).

*Notes relevées sur App Store et Google Play le 18/07/2024. L'accès aux fonctionnalités de l'Appli nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance. (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.) Gratuit hors coûts de connexion facturés par votre fournisseur d'accès à Internet. L'Appli SG est téléchargeable gratuitement sur Google Play et l'App Store. App Store est une marque déposée d'Apple Inc. Google Play est une marque déposée de Google Inc.
Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

**Notée en moyenne 4,7/5
par 359 000 utilisateurs,
voilà une appli qui
fait grandir vos idées.**

Téléchargez l'Appli SG
sur l'App Store (4,7*)
et sur Google Play (4,3*).



Notes relevées sur App Store et Google Play le 18/07/2024. L'accès aux fonctionnalités de l'Appli nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance, (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.) Gratuit hors coûts de connexion facturés par votre fournisseur d'accès à Internet. L'Appli SG est téléchargeable gratuitement sur Google Play et l'App Store. App Store est une marque déposée d'Apple Inc. Google Play est une marque déposée de Google Inc.

Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr) SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

Macron, Président en deuxième ligne

Mancœuvres, manip’, tractations, ballons d’essai... Comment le Président a choisi son Premier ministre

Récit

Les conseillers d’Emmanuel Macron ont regardé les vidéos sur Michel Barnier. L’ancien candidat à la primaire de la droite frappe fort. « Le macronisme [...] a vocation à disparaître en 2027. » Très bien ! « Le « en même temps » ne peut pas être une réponse à l’insécurité publique. » Bravo ! Le président de la République travaille de manière « trop solitaire », manquant d’ « humilité ». Il est même parfois « arrogant ». Formidable ! Les conseillers ne sont pas masochistes, ils font de la politique. Emmanuel Macron a compris qu’il devait donner le sentiment de céder le pouvoir, de le donner à quelqu’un qui s’est opposé à lui, l’a critiqué. A cette aune, Michel Barnier incarne un méchant, certes bien élevé, mais sans concession.

Pour de vrai, diraient les enfants ? C’est toute la question. **La nomination de Michel Barnier peut être l’habile camouflage d’un Président continuant à tirer les ficelles dans l’ombre. Ou le début d’une nouvelle ère pour un Emmanuel Macron en retrait.** Le récit des 60 jours de gestation de cette décision capitale – la nomination d’un Premier ministre – plaide pour la première option. Les intentions affichées par l’hôte de l’Elysée font pencher pour la seconde. L’entourage du chef de l’Etat a compris qu’il faut couper le cordon ombilical avec Matignon. Reste à persuader le principal intérêt à maintenir cette distance.

Corinne Lhaïk

Macron contre Macron

RIEN NE PRÉDISPOSE Emmanuel Macron à lâcher prise. Dans le monde de la finance, on sait qu’il y a un moment où il faut accepter de prendre sa perte. Parce que le cours d’une action a baissé sans espoir de remontée, on vend. Emmanuel Macron a un passé de banquier d’affaire, mais il déteste les défaites. En juin 2022, les législatives le privent de majorité absolue. Il a du mal à encaisser le choc, à reconnaître qu’il n’a plus les mêmes pouvoirs. La prise de conscience lui demande un an. Après les élections de 2024, le délai se raccourcit, il est vrai que l’échec est plus cinglant. Le 23 juillet, quinze jours après les résultats, il constate : « La majorité sortante, elle a perdu ces élections. » (France 2). Depuis le début de l’été, ses proches l’invitent à emprunter le chemin de Canossa. « Il faut qu’Emmanuel Macron accepte qu’il n’a plus le pouvoir, dit l’un d’entre eux. Les Français doivent avoir le sentiment qu’il souffre, qu’il nomme un opposant, qu’il arrête de choisir les ministres et les directeurs de cabinet. »

Emmanuel Macron a subi la Covid-19, comme le reste de la planète. Mais c’est lui qui a décidé la dissolution. Il a cassé le pot. Il doit en payer le prix. Plus les jours d’attente s’accumulent, et plus le prix s’élève. On lui parle, on lui conseille de ne plus tarder, d’accepter une mise en retrait, il écoute et répond : « Oui, tu as raison. »

Jusqu’à la dernière minute, il cherche le sésame pour garder la main. Si le Premier ministre est un simple prolongement de lui-même, cela se verra. Si c’est un vrai opposant, il devra accepter une cohabitation. Il veut une coalition, celle qui a permis de bloquer l’arrivée au pouvoir de Marine Le Pen. Mais

le front républicain est un front du rejet, pas un accord sur un projet. Personne ne se met autour de la table pour dire : que peut-on faire ensemble ? Alors, c’est lui qui reçoit, organise, téléphone et rappelle encore.

Bilan. Il veut préserver son bilan. Avec Alexis Kohler, le secrétaire général de l’Elysée, il est convaincu de protéger le pays contre les irresponsables : dans leur esprit, ceux qui veulent augmenter les impôts, les dépenses et le smic au détriment des finances publiques et de la compétitivité des entreprises. Le 23 juillet, il trace la feuille de route de son Premier ministre : « Les réformes faites ces dernières années sont importantes pour l’indépendance du pays. Il faut continuer de réindustrialiser, d’avoir de la compétitivité, d’être le pays le plus attractif d’Europe. »

Dans les derniers jours du mois d’août, alors que la pression s’accroît, l’Elysée s’explique : « Le Président prend son temps car le temps a des effets politiques ». Alors que Laurent Wauquiez s’y opposait, Nicolas Sarkozy demande à son camp de participer à un gouvernement (interview au *Figaro* publiée le 30 août). A gauche, Carole Delga et Anne Hidalgo en font autant pour le PS. Mais le Président sait qu’il faut trancher à la rentrée. »

En quoi les enfants auraient-ils besoin de connaître le nom du Premier ministre pour retourner à l’école ? Parce que leurs parents sortiront d’une période émolliente, les vacances, avec des oreilles aigües, potentiellement sensibles au discours de la gauche, celui de LFI en particulier, sur le déni de démocratie.

Thierry Beaudet, célébrité d’un jour

Le 29 août, Emmanuel Macron atterrit à Belgrade pour une visite de deux jours en Serbie. Au détour de sa mission officielle, vendre des Rafale, il appelle Thierry Beaudet. Le président du Cese, troisième chambre de l’édifice institutionnel français, avec l’Assemblée nationale et le Sénat, est peu connu. Mais il est assez logique que le chef de l’Etat le consulte en pareilles circonstances. Beaudet est prévenu de l’appel élyséen. « Je voudrais recueillir votre analyse de la situation », commence Emmanuel Macron.

Il entend son interlocuteur lui parler d’impasse, lui expliquer que l’insécurité politique est grande, les candidats à Matignon étant torpillés par leur propre camp. Le chef de l’Etat ne s’étonne donc pas que le président du Cese estime qu’il faut dépolitiser les sujets, donner davantage la main à la société civile et aux syndicats, notamment sur la question des salaires et des retraites. Le Président approuve, persuadé que le jeu politique bloque les solutions.

Union. Tout à coup, un tremblement de terre interrompt le ronronnement de la conversation : « J’ai pensé à une personnalité comme vous pour Matignon », dit le Président. La réponse fuse : c’est non. Emmanuel Macron, grand spécialiste de la danse du ventre, insiste, il veut en reparler. Thierry Beaudet accepte.

Le lendemain, au retour d’Emmanuel Macron à Paris, en fin de journée, il prend le chemin de l’Elysée. Cette fois la conversation est nourrie, le pressenti a réfléchi à la question. Il dit que les Français ont rejeté le Rassemblement national et les politiques des gouvernements de Macron ; qu’il faut un gouvernement d’union, de rassemblement, que le Premier ministre ne peut pas être l’homme du Président ; que la réforme des retraites a créé beaucoup de ressentiment, mais qu’il sait qu’il faut travailler plus longtemps. Emmanuel Macron ne formule pas d’objections. Au bout de plus d’une heure, il formule une nouvelle invitation.

L’échange a lieu le dimanche à l’Elysée. L’hypothèse est sérieuse, très sérieuse. Lundi matin, le nom de Thierry Beaudet commence à circuler dans les médias. Il provoque une broncha des différentes forces politiques qui ne veulent pas d’un membre de la société civile. Une personnalité peu connue et c’est le soupçon d’être une marionnette entre les mains de Macron.

Dans la journée, Thierry Beaudet échange avec Alexis Kohler. C’est compliqué, lui dit en substance le secrétaire général de l’Elysée. Compliqué et dangereux : dès que son nom entre dans l’arène, des accusations d’antisémitisme visent le président du Cese, à travers deux personnes de son entourage. Un proche doit intervenir auprès du Crif pour expliquer que ces attaques sont totalement injustifiées.



SIPA PRESS

Au fil des jours, la question de la censurabilité est devenue le juge de paix du choix d’**Emmanuel Macron**.

La piste Cazeneuve évacuée

Lundi 2 septembre, alors que Thierry Beaudet monte au firmament des candidats, Emmanuel Macron enchaîne les rendez-vous à l’Elysée : Bernard Cazeneuve, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Xavier Bertrand. François Hollande et Xavier Bertrand savent déjà que la piste Beaudet est sérieuse. Bernard Cazeneuve l’a appris par la rumeur, mais Emmanuel Macron ne lui cite pas ce nom. Il évoque avec lui une piste politique et une piste technique. Nicolas Sarkozy se charge de dresser le réquisitoire de Thierry Beaudet. Il est de gauche. Tout est dit. Le président du Cese aura tenu l’affiche quelque 24 heures.

Après ce rendez-vous officiel, Bernard Cazeneuve ne reçoit plus aucun signe de l’Elysée. Jeudi 5 septembre, il se trouve à l’université d’Aix en Provence. Il prend la parole devant des journalistes, pressentant que le silence élyséen vaut refus et qu’il est préférable de s’exprimer avant que le choix du Président ne soit connu.

Il veut clore la séquence et en profite pour dire ce qu’il aurait fait s’il avait été nommé, notamment en matière de retraites : pas d’abrogation ou de suspension de la réforme, mais une conférence sociale. A peine a-t-il fini de parler, que quatre minutes plus tard, Emmanuel Macron l’appelle pour lui dire qu’il a choisi Michel Barnier.

L’attitude des socialistes a eu raison de la candidature Cazeneuve. L’Elysée a surveillé de près le bureau national du PS. Le mardi à partir de 18 heures, les conseillers d’Emmanuel Macron suivent les travaux de cette réunion cruciale : les socialistes refusent de s’engager à ne pas censurer un gouvernement Cazeneuve. « Cette attitude arrange bien Macron, souligne un ex-socialiste, si le parti avait soutenu Cazeneuve, Macron était obligé de le nommer. Or, il a un problème relationnel avec lui, leurs rapports manquent de fluidité. Le Président s’est trouvé un allié objectif dans cette affaire en la personne d’Olivier Faure. »

Le veto de Le Pen à Bertrand

Xavier Bertrand lui aussi est appelé le jeudi matin par le Président. Il a déjà compris que ce n’était pas lui depuis la veille. Après avoir été le favori du mardi et du mercredi matin. Au fil des jours, la question de la censurabilité est devenue le juge de paix du choix du chef de l’Etat. Bernard Cazeneuve en fait les frais : il serait renversé par le NFP et par le RN. Mais elle est fragile et le spectre de motions à répétition est redouté par l’Elysée. Au fil des consultations, ses interlocuteurs décrivent au Président les scénarios possibles. Celui d’une instabilité modérée : un gouvernement qui chute à Noël, un autre nommé en février et qui tombe au bout de deux ou trois mois, puis un nouvel occupant à Matignon. Cet enchaînement permet d’arriver à l’été et à la possibilité d’une nouvelle dissolution.

Mais un autre schéma pourrait se dessiner : celui d’une motion de censure immédiate, enclenchant un cycle de crises à répétition. Emmanuel Macron le sait. Son entourage insiste sur le respect de l’article 5 de la Constitution : il confie au Président l’obligation de veiller « au fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». Il est évident que le sort personnel d’Emmanuel Macron est lié à cette condition alors que les idées de destitution ou de démission commencent à circuler.

On avait oublié Marine Le Pen. On la redécouvre. Mardi 3 septembre, Emmanuel Macron appelle la patronne des députés RN. Il lui cite quelques noms, David Lisnard, François Baroin, Michel Barnier, Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand. Elle affirme qu’elle censurerait d’office les deux derniers.

Pourtant Emmanuel Macron est séduit par les propositions de Xavier Bertrand. Les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises dès juillet. Son point faible : le couperet du RN. Après leur rendez-vous du lundi, Xavier Bertrand revoit le Président mercredi. Ils repartent du fond, Bertrand explique comment il compte s’y prendre. Le même jour, Emmanuel Macron consulte les respon-

sables LR en visio et leur dit : ce sera Bertrand. Mardi, l’ex-ministre de Nicolas Sarkozy a pris contact avec Gabriel Attal, à la demande de l’Elysée. Mercredi, il fait de même avec Laurent Wauquiez et François Bayrou.

Détestation. Alexis Kohler chemine de son côté. Il se soucie beaucoup de la censure. Depuis le début du processus de recrutement, il est persuadé qu’un profil non politique court moins de risques de se faire retoquer. D’où son inclination pour Didier Migaud ou Thierry Beaudet. Il garde en poche l’atout Barnier. Il connaît bien l’ancien ministre et commissaire européen. Il abat sa carte devant Emmanuel Macron le mercredi à midi et convainc le Président que Xavier Bertrand est trop exposé. Au début l’Elysée n’avait pas conscience du niveau de détestation de Marine Le Pen pour celui qui l’a battue aux régionales de 2015. Xavier Bertrand estime pouvoir échapper à la censure en convainquant les PS et les PC de ne pas la voter. Mais le schéma est très incertain. Mercredi, Emmanuel Macron appelle Gérard Larcher, le président du Sénat, pour lui dire que Bertrand serait censuré. Le soir, il reçoit Michel Barnier pour une réunion de travail et le lendemain, à 12h30, pour lui annoncer officiellement sa nomination.

Ce sera une « coexistence exigeante ». Le vocabulaire de l’Elysée a changé à nouveau. On ne parle plus de « parfum de cohabitation », ni de coalition, néologisme inventé au cœur du mois d’août. Il signifie que le Président sera dans une situation hybride : pas une cohabitation en bonne et due forme puisque personne n’a de majorité absolue, mais une forme de coalition à laquelle les macronistes vont participer.

Mais très vite, une drôle de cohabitation menace. Avec Marine Le Pen. « Désormais, rien ne peut se faire sans le RN et ses 11 millions d’électeurs », écrit Jordan Bardella sur X. Le front républicain a empêché le RN d’arriver au pouvoir. Une farce républicaine vaille le lui donner ?

@clhaik

Le rapport de Mario Draghi, une ode salutaire à la croissance pour l'Europe

C'EST CETTE SEMAINE que Mario Draghi, le « sauveur de l'euro », devrait rendre public son rapport pour sauver l'Europe. On en connaît le constat : le revenu par tête des Européens a stagné depuis 2010 tandis qu'il a gagné 60 % aux Etats-Unis, au point qu'un Américain est aujourd'hui deux fois plus riche qu'un Européen. On en connaît la recommandation : trouver 500 milliards d'euros pour rattraper notre retard dans le numérique et dans la transformation climatique afin d'y prendre de l'avance. On en connaît aussi, malheureusement, la destinée probable : les oubliettes.

L'Europe reste un continent où il est très agréable de naître, notre mode de vie est envié partout. La construction européenne a permis, jusqu'à ces dernières années, de marier prospérité et sécurité mais aussi ressemblance et différence, elle reste un modèle d'humanisme. Mais l'UE est menacée d'apathie alors que le siècle fait surgir le réchauffement du climat, la course technologique et fait revenir les guerres, celle déclenchée par la Russie mais aussi celle, pour l'instant froide, entre la Chine et les Etats-Unis. Sans réveil, l'avenir pour ce continent vieillissant qui ne représente plus que 7% de la population mondiale, est de devenir le plus beau musée du monde.

Le rapport va sûrement faire parler de lui sur les ondes pendant deux ou trois minutes et puis l'« actualité » va revenir à ce qu'elle aime : les faits divers crapoteux, les inondations, les jeux du cirque, les crises politiques en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, et les fausses polémiques. Le tout à haute fréquence dans des cris de peurs et de pleurs : tout va mal !

La cause profonde, pourtant désignée dans les premières lignes du rapport de Super Mario, ne sera pas abordée : la croissance économique. Le terme, qui fut le maître-mot de trois générations de politiques, a aujourd'hui disparu des discours, devenu comme

un inconnu (extrême gauche), un passé (extrême droite qui n'imagine que le déclin), un inatteignable (droite et centre), voire un coupable (écologistes). La croissance, au sens de ce qu'il faut faire pour la relancer, l'Europe n'en parle plus que comme le reste, superficiellement, sans conviction, sans force, sans foi. L'inconscient européen semble s'être établi sur une fin acceptée, le bout de la civilisation européenne. Les attaques internes des wokistes contre les Lumières colonialistes et externes des pays du Grand Sud qui se nomment maintenant explicitement « non-occidentaux », ont fini par percer les crânes et convaincre qu'un regain, une relance, une renaissance étaient des rêves inaccessibles.

Débureaucratiser. Merci ! Ô grand merci à Mario Draghi pour nous rappeler que l'anomie de la croissance depuis 2010 est à la racine de toutes les crises qui plombent l'ensemble de l'Union européenne : la crise politique, la crise budgétaire, la crise de l'immigration et la crise du social. Sans croissance, la civilisation européenne de paix n'a pas les moyens de se défendre, sans croissance, la civilisation européenne du même droit pour les grands et les petits est écrasée par la pince Chine-Amérique, sans croissance la civilisation européenne de soutien aux faibles n'a pas les moyens de redistribuer, sans croissance la civilisation européenne n'a pas les moyens d'accueillir convenablement des étrangers, sans croissance la civilisation européenne n'a plus les moyens de croire en sa philosophie de démocratie pluraliste.

Mario Draghi nous dit comment faire : trouver 500 milliards d'euros. Enrico Letta (vive les Italiens !) nous avait donné avant l'été un message similaire. En clair, on sait ce qu'il faut faire, tout tient en un autre mot : investir. Et investir massivement. C'est ce qui est neuf et qui change la nature même des politiques économiques : les Etats-Unis vont investir cette année 330 milliards de dollars dont 50 milliards versés par l'Etat fédéral dans les seuls semi-conducteurs. Des sommes vertigineuses au regard desquelles les 500 milliards de Draghi paraissent faibles. Or, ce mot d'investir accompagné de son adjectif massivement est un absent absolu du vocabulaire politico-médiatique. La gauche pense encore que la consommation est l'alpha et l'oméga de l'économie, l'extrême droite ne sait pas ce que c'est, la droite est muette, le centre comprend mais n'ose pas dire les conséquences.

La première conséquence, soulignée par Enrico Letta, est qu'il faut complètement réformer le modèle européen. Le but est de

retenir les 300 milliards d'euros de l'épargne des Européens qui filent outre-Atlantique. Il est que les dettes des Etats n'attirent plus l'essentiel des placements. Il est que les retraites par capitalisation permettent enfin d'avoir un marché boursier aussi profond que Wall Street. L'autre conséquence est de réformer l'Europe de la recherche pour qu'elle soit débureaucratisée et « massivement » dotée. Mais l'essentiel, le plus difficile, est de redonner aux Européens la foi en l'Europe pour que tous soient convaincus qu'investir est la seule manière de bien préparer l'avenir de leurs enfants et que cela comporte forcément des sacrifices immédiats.

Démagogie. Des sacrifices : le troisième mot interdit est prononcé. Au sein de l'Union, les nationalismes proscrirent tout fédéralisme budgétaire. Au sein des pays membres, les populistes d'extrême droite et d'extrême gauche (en France, de toute la gauche puisque le PS s'est soumis) assènent quotidiennement que le mal vient de la faiblesse du « pouvoir d'achat ».

Ce discours démagogique est faux. En France le revenu moyen ne cesse pas d'augmenter. Surtout, il désoriente : les salaires d'un pays ne sont pas fixés par l'Etat mais par la structure productive (quelles industries, quels services) et par les gains de productivité, autrement dit par l'investissement, dans les usines, dans les centres de recherche, dans les écoles pour former des meilleures qualifications.

Croissance, investissement, sacrifice : voilà les trois mots qu'il faudrait mettre au centre du forum mais qui ne le seront pas. Ils disent un choix très simple qu'aucun politicien n'est capable de prononcer : le présent ou l'avenir ? Les salaires d'aujourd'hui ou ceux des enfants demain ? Le siècle qui s'est ouvert n'est plus celui de la gentille coopération « à l'européenne ». Il est celui d'une compétition schumpétérienne acharnée. Mario Draghi nous dit comment l'Europe peut retrouver la foi en elle-même. Puisse-t-il être entendu plus que trois minutes.

@EricLeBoucher

9 septembre 2024 **l'Opinion** 5

Le changement climatique n'est pas la seule cause des moissons calamiteuses enregistrées cette année. La perte de moyens agricoles provoque une baisse continue des rendements

Production de blé en France : attention à la catastrophe qui vient

Crise agricole, acte II

La moisson 2024 de blé tendre (qui est utilisé pour fabriquer du pain) est la plus basse depuis quarante ans : une production de 26 millions de tonnes, c'est un quart de moins qu'en 2023. Blé dur, orge d'hiver et de printemps affichent aussi des chiffres de récolte en berne. **La profession réclame de l'Etat l'activation d'un prêt garanti par l'Etat (PGE) agricole.**

Emmanuelle Ducros

LA FRANCE CÉRÉALIÈRE présentait une mauvaise année, les semis s'étant faits les pieds dans l'eau. Mais la récolte de blé tendre, à 26 millions de tonnes, l'a laissée sonnée. « Une chute de production d'un quart, un plus bas de quarante ans, c'est calamiteux », constate Eric Thirouin, le président de l'AGPB, l'Association générale des producteurs de blé, selon qui la mauvaise météo n'explique pas tout. « Tous les indicateurs montrent un décrochage important et durable de la production céréalière française », avertit-il.

Premier indice : les rendements. A 62 quintaux par hectare cette année, ils sont inférieurs d'un quart à la moyenne 2019-2023. Mais 2024 n'est pas une malheureuse exception. « Depuis 2015, les rendements se détériorent sans cesse. La tendance est clairement à la baisse », ajoute Eric Thirouin, qui déplore que les alertes lancées par les agriculteurs sur les restrictions agronomiques qui leur sont imposées depuis dix ans n'aient jamais été entendues.

Démunis. « Nos moyens de production disparaissent les uns après les autres. Depuis 2013, nous avons perdu la plupart des molécules herbicides qui nous permettaient de lutter contre les adventices (NDLR : les mauvaises herbes) qui nuisent à la qualité des récoltes, comme le vulpin et le ray-grass, avance Eric Thirouin. Même chose pour d'autres molécules, luttant contre les moisissures. La France, quand elle ne devance pas les interdictions, inflige des restrictions d'usages bien supérieures à celles des voisins. Les produits restants sont utilisables à doses si faibles qu'ils ne servent à rien ! Les stocks de graines de plantes concurrentes s'accumulent dans les sols, elles sont hors de contrôle. Sur

certaines parcelles, les agriculteurs renoncent à récolter, tellement le blé a pâti de la concurrence de ces plantes. »

Eric Thirouin donne un exemple : pour les champs à sols drainés (3 millions d'hectares en France), il ne reste qu'un herbicide homologué pour les usages hivernaux, quand il y en avait quatre ou cinq il y a dix ans. « C'est comme si les humains se restreignaient à un seul antibiotique à petite dose dans le traitement des infections. C'est inefficace et cela crée des résistances. » Quid du passage au bio ? « Illusoire, soupire Eric Thirouin. Les rendements en bio baissent aussi. Les agriculteurs sont complètement démunis face au changement climatique et subissent les mêmes contraintes face aux mauvaises herbes,

« Le décrochage est criant dans la moitié sud du pays, il gagne les zones intermédiaires de la zone Deux-Sèvres, Centre, Lorraine. Maintenant les agriculteurs du nord de la Loire manifestent aussi l'envie d'arrêter »

en pire. Cette année, la perte de rendement en bio est de 40% à 50%. On constate un grand renoncement dans la France céréalière. »

Conséquence de la baisse des rendements, des coups du climat et de la hausse des coûts de production qui s'ensuit, les surfaces cultivées en céréales baissent. Rien qu'en 2023-2024, la surface de blé tendre (4,36 millions d'hectares) a baissé de 7,7% par rapport à 2023 et 7,5% par rapport à la moyenne 2019-2023. Pour le blé dur, la baisse des surfaces est de 8,3% sur un an. A long terme, le déclin est net. Les surfaces de la matière première des pâtes suivent une tendance baissière depuis 2010, selon les chiffres d'Agreste. « La France du blé a perdu un million d'hectares entre 2016 et 2024 ! Les surfaces sont à leur plus bas depuis trente ans », résume l'AGPB. La baisse se constate aussi sur un an pour l'orge (- 6,6%), le triticale, cet hybride de blé et de seigle (- 7,6%).

« Les décisions de jachères volontaires se multiplient, parce que cultiver est trop compliqué ou que l'on sème à perte, explique Eric Thirouin. Les autorités ignorent l'alarme, alors qu'elles ont le résultat de politiques publiques délétères sous les yeux. Le décrochage est criant dans la moitié sud de la France, il gagne les zones intermédiaires de la zone Deux-Sèvres, Centre, Lorraine. Maintenant les agriculteurs du nord de la Loire manifestent aussi l'envie d'arrêter ! »

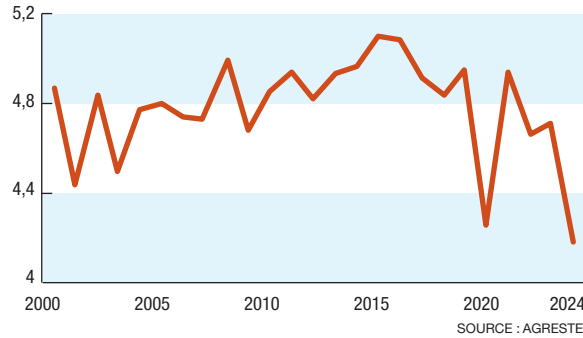
Grand export. Une déprise céréalière dont les pouvoirs publics doivent s'inquiéter de toute urgence, le recul de la croissance agricole n'étant pas une bonne nouvelle. « La moitié de notre production alimente la consommation française, détaille Eric Thirouin, alors nos concitoyens ne verront pas tout de suite le drame. Mais un quart part chez nos voisins européens, un quart vers le grand export, notamment le Maghreb et le Moyen-Orient. Il va forcément falloir, cette année, renoncer à servir certains marchés. »

Calamiteux d'un point de vue économique mais surtout géopolitique. « Je tape du poing sur la table, poursuit Eric Thiroin. Il y a, sur la planète, une dizaine de pays en capacité d'exporter du blé. 65% des volumes disponibles à l'export viennent de cinq pays : la Russie, loin devant, puis les Etats-Unis, le Canada, la France et l'Ukraine. La France assume-t-elle de sortir du jeu ? Veut-elle laisser Vladimir Poutine avoir dans sa main l'arme alimentaire et le droit de famine sur des pays entiers ? C'est irresponsable ! »

@emma_ducros

Une baisse des surfaces de blé d'un million d'hectares depuis 2015

Evolution des surfaces de blé, en million d'hectares



Le gendarme des banques, l'ACPR, appelle les particuliers à redoubler de vigilance alors que les cas se multiplient depuis le début de l'année

Les arnaques au crédit immobilier coûtent 12 000 euros en moyenne aux victimes !

Bal des escrocs

Le crédit, notamment immobilier, est la nouvelle cible des escrocs, prévient l'Autorité de contrôle prudentiel. **Les courtiers en ligne dénonçaient depuis longtemps ce type d'arnaque**, sans succès jusqu'alors.

Sandra Mathorel

DU RÊVE AU CAUCHEMAR. En juillet 2023, Sabine et Romain, deux jeunes ambulanciers du nord de la France, versent 26 000 euros à un conseiller Hello Bank, la banque en ligne de BNP Paribas, en guise d'apport pour l'achat d'une maison à Tourcoing. Las, ce dernier s'évapore dans la nature, emportant avec lui le petit pécule du couple, comme le rapporte France 3 Hauts-de-France. Ledit conseiller n'était évidemment pas un : il avait pris contact avec les victimes grâce à un faux site Internet Hello Bank, sur lequel elles avaient fait une demande de crédit.

Copier-coller. Ce procédé, qui consiste à usurper l'identité d'un professionnel, est devenu un classique de l'arnaque financière. Cryptos, assurances-vie, super-livrets... Les escrocs opèrent en général sur le front des placements. Mais, depuis quelque temps, ils ont investi celui des crédits à l'habitat, fleurant le bon filon depuis le resserrement des conditions d'emprunt. Au point que l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) vient de sonner l'alerte.

« Cet été, l'Autorité a observé une hausse de 50% des signalements d'arnaqes au faux crédit et au faux courtier transmis par les particuliers, qui ont conduit à identifier deux fois plus de noms de domaines frauduleux par rapport à 2023 sur la même période », détaille le gendarme des banques à l'Opinion. Au total, depuis le début de l'année, la liste noire des sites frauduleux tenue à jour par l'ACPR s'est enrichie de 331 noms

Les acheteurs transmettent leurs coordonnées en répondant à des publicités sur les réseaux sociaux ou en remplissant des simulations d'emprunt sur de faux sites

de domaines rien que pour les escroqueries à l'emprunt immobilier et au rachat de crédits.

Les victimes transmettent leurs coordonnées en répondant à des publicités sur les réseaux sociaux ou en remplissant des simulations d'emprunt sur ces faux sites. Elles sont ensuite démarchées par téléphone et par mail par de faux conseillers plus vrais que nature, qui connaissent bien les rouages et le jargon bancaire. Après signature d'une offre de crédit factice, les escrocs demandent aux victimes de

verser leur apport personnel (ou le solde du premier emprunt s'il s'agit d'un soi-disant rachat) par virement sur des comptes qui sont parfois ouverts auprès d'établissements dont l'identité est elle aussi usurpée. Préjudice moyen constaté par l'ACPR : 12 000 euros. Montant maximum jusque-là spolié : 60 000 euros tout de même.

Crédibilité. « Cela fait quatre ans que nous le signalons à l'ACPR et que nous déposons plainte régulièrement. Il était temps que l'ACPR s'empare du sujet, ironise Maël Bernier, porteparole du courtier Meilleurtaux, dont le site a été maintes fois dupliqué par des faussaires. Au printemps, notre président avait même interpellé Bruno Le Maire [ministre démissionnaire de l'Economie et des Finances], sans succès ». Guillaume Autier n'hésite d'ailleurs pas à égratigner l'ACPR dans son dernier post LinkedIn : « Signe d'un réveil si longtemps attendu ou énième épisode d'une inaction coupable ? », écrit-il. Il arrive que des particuliers contactent le service clients, étonnés de ne pas avoir de nouvelles après avoir versé de l'argent pour faire avancer leur dossier... « Croit-on vraiment que les consommateurs vont être protégés en consultant une liste d'URL utilisées par des escrocs, pour certaines, il y a deux ou trois ans, interpelle le président de Meilleurtaux. Cette liste ne comporte que l'effet pervers de stigmatiser des marques ». Le courtier se dit victime collatérale. Il ne perd pas d'argent en tant que tel, à l'inverse des victimes, mais c'est la crédibilité de tout un secteur qui est en jeu.

Le gouvernement a adopté le principe d'une prime au report de la retraite au-delà de l'âge légal

L'Allemagne veut booster le taux d'emploi des seniors

Nouvelle vague

Un petit tiers des actifs vont partir à la retraite d'ici le milieu de la prochaine décennie en Allemagne. Cette vague de départs menace de **compliquer encore les problèmes de recrutement des entreprises**. En guise de parade, le gouvernement d'Olaf Scholz introduit plusieurs incitations afin d'encourager un prolongement des carrières au-delà de l'âge légal.

Luc André (à Berlin)

DANS LE CADRE de son plan de relance présenté en juillet, le gouvernement d'Olaf Scholz veut améliorer le taux d'emploi des seniors. C'est l'une des clés pour lutter contre le manque de main-d'œuvre sévissant en Allemagne et qui risque d'être aggravé par les départs massifs en retraite des babyboomers dans les prochaines années. Mercredi, le gouvernement d'Olaf Scholz a adopté le principe d'une prime au report de la retraite au-delà de l'âge légal. Aujourd'hui de 66 ans, il doit atteindre dans quelques années 67 ans.

En contrepartie d'un maintien en activité de un à trois ans, les seniors toucheront en une fois, au moment du départ effectif, une somme équivalant à la pension qu'ils auraient touchée s'ils n'avaient pas continué à travailler. Pour bénéficier du dispositif, il faudra occuper un emploi ou une activité indépendante, à temps plein ou partiel, soumis aux charges sociales. La prime sera abondée par un supplément de 8,2% représentant l'économie de cotisations maladie sur la pension. Au total, le versement pourra atteindre plusieurs dizaines de milliers d'euros. Avec les trimestres supplémentaires de cotisation, la pension sera également plus importante. L'introduction de cette incitation nécessite une adaptation du droit du travail. Berlin veut, notamment, introduire la possi-

« Les sommes versées pèseront toutefois sur les comptes de la Sécurité sociale »

bilité de proposer un CDD dans la foulée d'un CDI pour les salariés ayant atteint l'âge légal de départ en retraite.

« C'est au moins un signal intéressant. Le potentiel des plus âgés sur le marché du travail est important : on aurait 2,5 millions d'actifs en plus si on amenait le taux d'emploi des plus de 60 ans à celui de ceux qui sont aujourd'hui âgés de cinq ans de moins », remarque Enzo Weber, chef du département macroéconomie et prévision à l'institut de recherche de l'agence fédérale pour l'emploi. Il reconnaît toutefois que la prime pèsera sur les comptes de la Sécurité sociale.

Effets d'aubaine. C'est l'un des points de critiques des partenaires sociaux, côté syndicats comme patronat. Les premiers craignent aussi des effets d'aubaine et objectent que nombre de salariés ne seront pas suffisamment en bonne santé pour profiter de cette mesure. Les seconds jugent que Berlin ferait mieux de supprimer la retraite à 63 ans pour carrière longue.

Enzo Weber critique le principe d'un versement de la prime au moment du départ. « Cela incite à céder à l'impatience. Ce serait mieux de la verser en plusieurs fois, ce qui aurait des avantages sur le plan fiscal. » La prise en compte pour l'impôt sur le revenu doit encore être tranchée.

La prime au report de la retraite, prévue à partir de 2028, ajoute une option au bouquet d'incitations déjà en place. Aujourd'hui, les assurés restant dans l'emploi obtiennent une surcote de 0,5% par mois travaillé sur leur pension s'ils continuent à cotiser après l'âge légal. Ils ont aussi le choix d'empocher la part salariale des cotisations retraite et chômage s'ils cumulent emploi et pension. Dorénavant, dans le cadre du paquet de mesure adopté mercredi, ils pourront aussi avoir droit à la part patronale, un coup de pouce de 10,6% sur le salaire brut.

Le contrôle des revenus de l’or noir entraîne une âpre bataille entre le Premier ministre à Tripoli et l’homme fort de l’Est

Libye: le pétrole attise la rivalité entre Dbeibah et Haftar

Partage du gâteau

Les exportations de pétrole libyen étaient en grande partie interrompues ces derniers jours, même si certains navires ont été autorisés à charger quelques stocks de brut. La production est toujours bloquée en raison d’une impasse politique autour de la gouvernance à la Banque centrale et du partage des revenus de l’or noir.

Pascal Airault

RIFIÉ ENTRE LES DEUX exécutifs rivaux qui dirigent la Libye : celui de l’Ouest, où officie le Premier ministre, Abdel Hamid Dbeibah, et celui de l’Est, dirigé par le maréchal Khalifa Haftar. Pourtant, le chef de gouvernement, installé à Tripoli, et le haut gradé, à Benghazi, avaient trouvé un terrain d’entente après les combats pour la conquête de la capitale en 2020. Un cessez-le-feu avait même été signé sous l’égide de la Turquie et de la Russie, parrains respectifs des deux belligérants.

« Cette réconciliation a permis d’obtenir cinquante mois de paix, même si le processus politique n’a pas vraiment avancé, confie Jalel Harchaoui, chercheur associé au Royal United Services Institute, un think tank britannique. Abdel Hamid Dbeibah avait fourni des efforts pour trouver des arrangements avec la famille Haftar. Cela a abouti à un accord en juillet 2022 pour la nomination de Farhat Ben Gdara, le candidat du maréchal Haftar et de son parrain émirati à la tête de la National Oil Corporation (NOC), la compagnie pétrolière nationale. Cela a aussi mis fin au blocus pétrolier, la reprise de la production permettant d’atteindre rapidement 1,2 million de barils par jour. »

C’est la Banque centrale de Libye (BCL) à Tripoli qui est chargé de gérer la répartition - très opaque - des revenus de cette manne entre les deux camps sous la supervision de son puissant gouverneur, Sadiq el-Kebir. Ce septuagénaire fait figure de gardien du temple. Il est à la tête de l’établissement depuis 2011. Il a résisté à toutes les crises politiques post-révolutionnaires et connaît tous les secrets du pays. C’est lui qui paye le salaire des fonctionnaires et de l’Etat, assure le train de vie des deux camps en redistribuant les revenus des ventes de l’or noir à l’international.

Mais dernièrement, Abdel Hamid Dbeibah a accusé le gouverneur de trop privilégier le camp du maréchal Haftar. Les revenus pétroliers représentent la coquette somme de 26 milliards de dollars par an, dont 16 milliards partent dans les salaires des fonctionnaires, les subventions pour la nourriture et le gaz...

Limogeage. La Libye est un régime pétrolier, basé sur la redistribution des ressources de la rente à 2,5 millions de fonctionnaires sur 7 millions d’habitants. Une partie des revenus de la BCL, estimée à plusieurs milliards, s’évapore aussi dans le trafic de raffinage. Et les deux camps s’affrontent pour quelques milliards consacrés au marché de la reconstruction. A l’Est, ce sont les enfants du maréchal Haftar qui gèrent cet argent.

« Le gouverneur de la banque centrale fait face à des demandes démesurées, confie une source bien informée. Il a longtemps été obligé de puiser dans les réserves de la BCL. Dernièrement, il a fait le choix politique de favoriser financièrement le camp Haftar. »

Conséquence : le Premier ministre s’est appuyé sur le chef du Conseil présidentiel, Mohammed al-Menfi, pour essayer de changer l’exécutif de la BCL. Ce dernier a pris un décret de limogeage du gouverneur, le 18 août. Des milices de Tripoli, favorables à Dbeibah, ont ensuite installé un nouvel exécutif le 26 août, manœuvre condamnée par l’administration de l’Est qui dénonce une tentative de prise de contrôle de l’institution.

La veille, le gouverneur de la BCL avait fui le pays pour se réfugier en Turquie en raison des « menaces » de ces milices. Le camp du ma-



SIPA PRESS

Le maréchal **Khalifa Haftar** (à gauche), basé à Benghazi, et le Premier ministre du gouvernement de Tripoli, **Abdel Hamid Dbeibah**.

réchal Khalifa Haftar a ensuite riposté en stoppant la production et les exportations pétrolières. Il contrôle militairement les principaux gisements du pays.

Le coup de force du camp de Tripoli a poussé la communauté internationale à se réengager. La Russie et la Turquie ont fait part de leurs inquiétudes, certains craignant une reprise des combats alors que le maréchal Haftar a déplacé des troupes non loin de Ghadamès, à la frontière de l’Algérie. La Mission d’appui de l’Organisation des Nations unies en Libye (Manul) a tenu des pourparlers, le 2 septembre, avec les deux exécutifs rivaux pour tenter de trouver une issue à cette crise.

Pour l’instant, le camp de Tripoli, même s’il a pris le contrôle physique de la BCL, n’a pas pour autant la jouissance des comptes bancaires. L’essentiel des actifs est domicilié aux Etats-Unis, chez JP Morgan et Bank of New York Mellon. Plusieurs dizaines de milliards de dollars se trouveraient sur ces comptes. « Les transactions pétrolières se faisant en dollars, ces établissements tombent sous le joug de la loi américaine, assure Jalel Harchaoui. Pour autoriser toute transaction, ces établissements devront avoir l’approbation du Département du Trésor et du Département d’Etat. Or pour l’instant, les Etats-Unis ont déclaré la nullité du décret limogeant le gouverneur de la BCL. »

Mercredi, la Turquie a demandé au Premier ministre de réinstaller Sadiq el-Kebir au poste de gouverneur de la banque centrale et de permettre à l’ONU de choisir les sept autres membres du conseil d’administration. « Sadiq el-Kebir a perdu sa crédibilité, estime un diplomate européen en charge de la Libye. Même si le Premier ministre accepte son retour, les milices tripolitaines devraient s’y opposer. » Pour l’instant, l’intérim à la tête de la BCL est assuré par Abdelfattah Ghaffar. Les Emirats arabes unis et l’Egypte n’ont pas intérêt à une reprise des hostilités. La Turquie et la Russie non plus.

« La rupture semble consommée entre les camps de Tripoli et de Benghazi qui sont allés très loin dans la surenchère verbale, poursuit le diplomate européen. Il est difficile d’imaginer une réconciliation. » En attendant, la détérioration des relations entre les camps de Tripoli et de Benghazi n’augure rien de bon pour la remise sur pied du processus politique devant conduire à des élections présidentielles et législatives. Des discussions ont eu lieu cet été, notamment au Caire. « Le camp de l’Est cherche à affaiblir le Premier ministre et le président du conseil à Tripoli, conclut un diplomate russe. Ces derniers essayent de ressouder les rangs de leurs soutiens pour ne pas perdre la main et conserver leur poste. La situation est vraiment confuse. »

@P_Airault

En lui promettant 66 milliards de dollars en trois ans, le président chinois réaffirme l’importance qu’il accorde au continent

Xi Jinping réengage la Chine en Afrique

Ambitions

Parmi les annonces du président chinois, faites vendredi à Pékin lors du 9^e Forum sur la coopération sino-africaine, figurent 30 projets de connectivité des infrastructures sur le continent. Dans son discours, Xi Jinping s’est notamment engagé à « mettre en place un réseau Chine-Afrique comprenant des liaisons terre-mer et un développement coordonné ». « Nous sommes prêts à contribuer au développement de la zone de libre-échange continentale africaine et à approfondir la coopération logistique et financière au profit du développement transrégional en Afrique », a ajouté le président chinois.

Claude Leblanc

PRÉSENTÉ COMME « le plus grand événement diplomatique » pour la Chine cette année, le 9^e Forum sur la coopération sino-africaine (Forum on China-Africa Cooperation ou Focac) s’est achevé, vendredi à Pékin, sur la promesse de Xi Jinping de consacrer au cours des trois prochaines années 360 milliards de yuans (66 milliards de dollars) supplémentaires aux pays du continent, pour des initiatives allant des infrastructures à la coopération en matière de sécurité.

« La Chine et l’Afrique représentent un tiers de la population mondiale. Sans notre modernisation, il n’y aura pas de modernisation mondiale », a-t-il affirmé pour appuyer cet engagement financier. Celui-ci est destiné à des initiatives dans dix domaines, comprenant notamment des projets d’infrastructure de « haute qualité » dans le cadre de l’initiative « une Ceinture et une Route », l’élargissement de l’accès au marché chinois, la collaboration technologique, ainsi que des formations et des échanges pour des personnels militaires et des forces de l’ordre.

Il répondait ainsi à l’une des préoccupations exprimées, notamment par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, concernant l’accès au marché chinois. La promesse d’acheter davantage de produits agricoles africains devrait également permettre à son pays de diversifier ses importations et de réduire les risques commerciaux en raison de la montée des tensions avec les Etats-Unis et leurs alliés.

La Chine est le premier partenaire commercial de l’Afrique depuis quinze ans. Mais, si les échanges entre les deux entités ont atteint un sommet de 282 milliards de dollars américains en 2023 – contre 261 milliards en 2022 –, Pékin n’a pas tenu l’engagement pris lors du 8^e Focac, en 2021, d’importer 300 milliards de dollars de produits africains. L’an passé, la Chine n’en a acheté que pour 109 milliards. Xi Jinping a annoncé qu’il exempterait unilatéralement 33 des pays les

moins développés du continent de droits de douane à l’importation.

Les 360 milliards de yuans se composent de 210 milliards de crédits, de 80 milliards d’assistances diverses, ainsi que de 70 milliards destinés à encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique. Celles-ci pourraient aider à y créer au moins un million d’emplois. Cette promesse financière marque en augmentation par rapport aux 40 milliards de dollars que la Chine s’était engagée à verser lors du précédent Forum. En dépit de son ralentissement économique, elle continue donc d’accorder une importance toute particulière au continent africain.

Lors de son discours, Xi Jinping s’en est également pris à l’Occident. Soulignant que la modernisation est un droit inaliénable de tout pays, il a pointé « l’approche occidentale qui a infligé d’immenses souffrances aux pays en développement ». Cette pique met en lumière la dimension politique de cette rencontre au sommet entre dirigeants chinois et chefs d’Etat et de gouvernement africains.

« **Stabilité** ». Le président chinois a décrit les liens entre la Chine et l’Afrique comme un rempart face à des « changements inédits depuis un siècle ». « Nous devons toujours faire preuve d’empathie et nous soutenir mutuellement, en donnant l’exemple d’un nouveau type de relations internationales », a-t-il ajouté. La déclaration en 30 points, signée le 5 septembre par les participants au Focac, appelle, entre autres, au maintien d’un « soutien mutuel sur les questions impliquant les intérêts fondamentaux et les préoccupations majeures de chacun ».

Profitant de l’occasion, Xi Jinping a aussi engagé son pays sur la voie d’un rôle plus actif dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique, en particulier dans la résolution des guerres civiles et des conflits. Il a promis d’octroyer un milliard de yuans de subventions pour l’assistance sécuritaire, à former 6 000 militaires et 1 000 agents des forces de l’ordre africains et à inviter 500 jeunes officiers du continent à se rendre en Chine.

« La Chine est prête à aider l’Afrique à améliorer sa capacité à sauvegarder la paix et la stabilité de manière indépendante, à donner la priorité à l’Afrique dans la mise en œuvre de l’Initiative pour la sécurité globale (...) et à travailler avec l’Afrique pour maintenir la paix et la stabilité dans le monde », a-t-il déclaré, en écho à son projet lancé en 2022. Celui-ci constitue un manifeste en faveur d’un système international alternatif à l’ordre mondial actuel « fondé sur des règles » émises par les Etats-Unis et leurs alliés. Dans cette optique, Xi Jinping a proposé d’élever les liens bilatéraux avec chacun de ses partenaires diplomatiques africains au rang de relations « stratégiques tout temps » afin de souligner l’importance qu’il leur accorde.

@Japonline

Diplomatie. Le réchauffement entre Pékin et Washington, une bonne nouvelle pour le climat

UNE SEMAINE APRÈS la visite à Pékin du conseiller américain à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, c’est au tour de John Podesta, envoyé spécial des Etats-Unis pour le climat, de se rendre dans la capitale chinoise dans le cadre des efforts déployés par Américains et Chinois pour stabiliser leurs relations en abordant des questions d’intérêt commun comme Joe Biden et Xi Jinping s’étaient engagés à le faire, en novembre dernier, lors de leur rencontre à San Francisco.

Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a profité de son entrevue avec M. Podesta pour inciter Washington à

ne pas laisser des définitions trop larges de la sécurité nationale faire obstacle à la coopération en matière de changement climatique, ajoutant que, depuis le début de l’année, les deux pays avaient obtenu des « résultats pratiques en matière de coopération » grâce à l’étroite communication de leurs équipes travaillant sur la lutte contre le réchauffement de la planète. Américains et Chinois ont organisé plusieurs cycles de négociations sur le climat depuis que les anciens envoyés climatiques John Kerry et Xie Zhenhua ont convenu, l’année dernière, de relancer un groupe de travail sur la coopération en matière de changement climatique.



7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l’Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Europe 1



Devenons l'énergie qui change tout.

PAUMÉ PEUT-ÊTRE, MAIS BRANCHÉ.

Le groupe EDF déploie, chaque mois, plus de 5 000 points* de charge électrique sur tous les territoires : à la campagne, en ville, sur la route, à domicile, en entreprise ou sur les parkings de centres commerciaux.

RCS PARIS 552 081 317

edf.fr/mobilite-electrique

* Moyenne sur l'année 2023
sur le périmètre France, Angleterre, Belgique, Italie.
Chiffres URD EDF 2023.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Comment des espions nord-coréens infiltrèrent les entreprises américaines

WASHINGTON – En juillet, KnowBe4, une entreprise de cybersécurité, cherchait à pourvoir un poste d'informaticien en télétravail. Il a engagé un candidat hautement qualifié s'appelant Kyle et parlant anglais avec un accent prononcé. Il a demandé à recevoir son ordinateur portable professionnel à une adresse située dans l'Etat de Washington.

En réalité, Kyle se trouvait en Corée du Nord.

Le régime de Pyongyang, à court de liquidités, déploie depuis longtemps des cyberespions pour voler des secrets de propriété intellectuelle. Mais aujourd'hui, il oblige les entreprises et les agences gouvernementales à faire face à une nouvelle menace interne. Au lieu de se contenter de pirater les réseaux informatiques, les agents nord-coréens intègrent désormais, en toute discrétion, les effectifs d'entreprises en se faisant embaucher en télétravail.

Selon des responsables américains et des chercheurs spécialisés dans la sécurité, des Nord-Coréens ont profité de l'essor du télétravail dans la période post-Covid et des progrès de l'intelligence artificielle générative pour occuper des centaines – voire des milliers – d'emplois peu qualifiés, notamment dans le domaine des technologies de l'information, en usurpant l'identité de personnes étrangères.

Selon le département américain de la Justice, ce mode opératoire rapporte des centaines de millions de dollars par an au régime autarcique de Kim Jong-un. Cette pratique l'aide à contourner les sanctions internationales draconiennes et à continuer de financer son programme en matière d'armes nucléaires et de missiles balistiques.

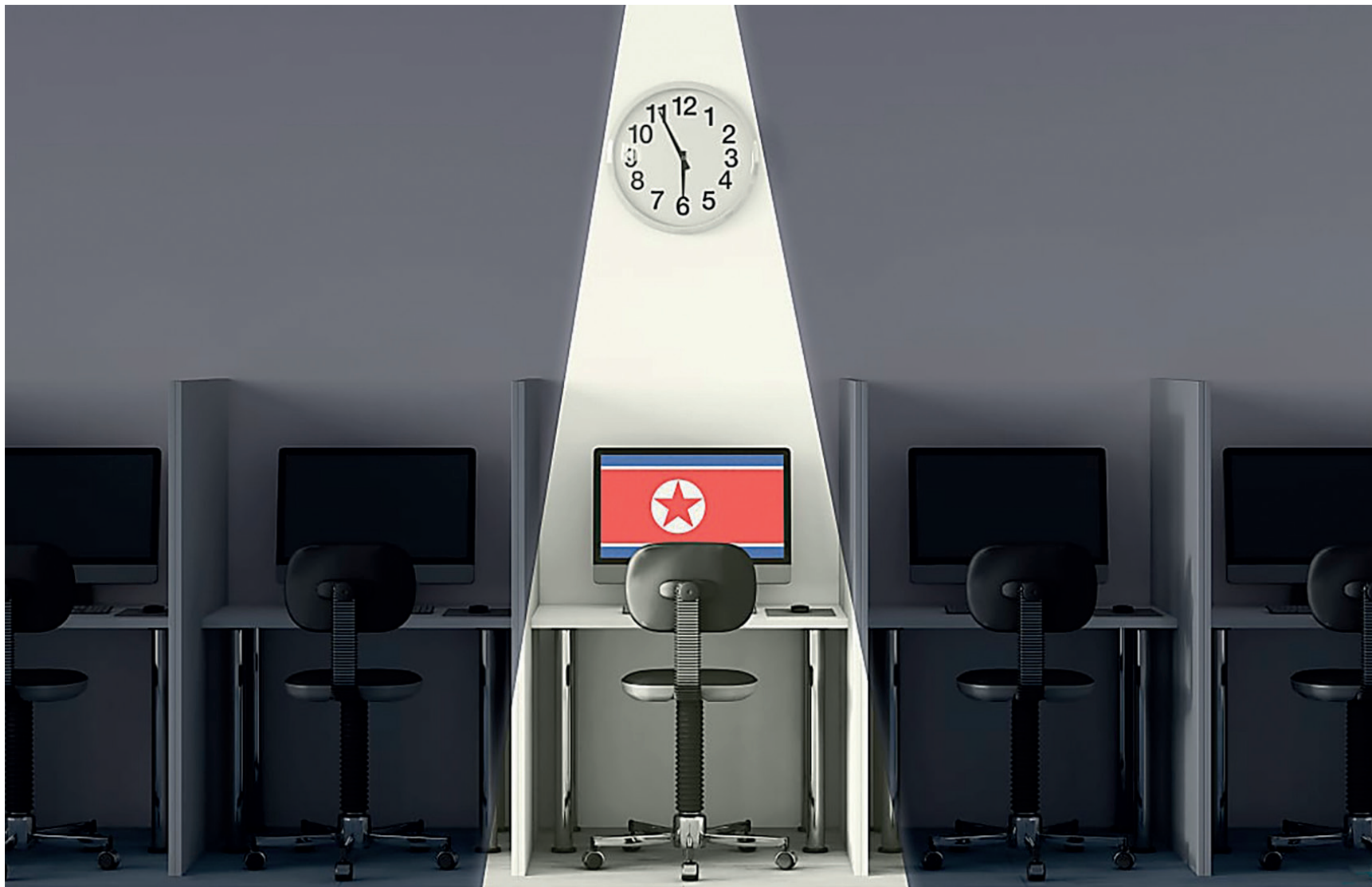


ILLUSTRATION: ARIEL ZAMBELICH/WSJ; PHOTOS: GETTY IMAGES

Des Nord-Coréens ont profité de l'essor du télétravail et des progrès de l'intelligence artificielle générative pour occuper de nombreux emplois peu qualifiés, notamment dans le domaine des technologies de l'information, en usurpant l'identité de personnes étrangères.

Michael Barnhart, analyste au sein de la division Mandiant de Google Cloud chargée des cybermenaces, explique que ses chercheurs ont été stupéfaits de constater à quel point la Corée du Nord avait tissé sa toile en utilisant ce stratagème. « En creusant,

petit à petit, nous nous sommes rendu compte que ces employés étaient partout dans le secteur des technologies de l'information », souligne M. Barnhart.

La mission diplomatique de la Corée du Nord auprès des Nations unies n'a pas répondu à

une demande de commentaire.

Stu Sjouwerman, directeur général de KnowBe4 à Clearwater, en Floride, explique que son entreprise a embauché Kyle via une plateforme de recrutement qui avait repéré son profil. Celui-ci laissait apparaître la maîtrise

du langage technique nécessaire pour le poste d'informaticien à pourvoir. Lors de l'entretien sur Zoom, il a semblé enthousiaste et honnête.

« Il a parlé ouvertement de ses forces et de ses faiblesses, des choses qu'il avait encore besoin

d'apprendre, de ses projets de carrière, a précisé M. Sjouwerman lors d'une interview. On voyait qu'il était rompu à cet exercice, qu'il avait probablement fait une centaine de fois. »

Lire ESPIONS en page II

Le déclin démographique, un nouvel enjeu de la présidentielle aux Etats-Unis

Le sujet du déclin de la natalité s'impose de plus en plus dans la campagne électorale américaine.

Un groupe de militants, aussi modeste que déterminé, a imposé le sujet parmi les priorités des programmes conservateurs à Wash-

ington et dans la Silicon Valley. Il avertit que la croissance économique américaine et la solvabilité de la Sécurité sociale dépendent d'un décollage de la fertilité du pays, qui n'a jamais été aussi basse. De leur côté, les démocrates pro-

posent davantage d'aides aux jeunes parents dans le cadre du programme d'Opportunity Economy [l'économie des chances] de la vice-présidente Kamala Harris, sans le lier de façon explicite à une incitation à faire plus de bébés.

La dernière proposition de campagne date de quelques jours, lorsque l'ancien président Donald Trump a proposé un financement fédéral des fécondations in vitro ou l'obligation pour les assureurs de rembourser ces procédures onéreuses. Le candidat républicain a également déclaré qu'il permettrait aux jeunes parents de déduire des impôts les grosses dépenses liées aux naissances.

Le taux de natalité américain – un aperçu du nombre d'enfants qu'une femme aura au cours de sa vie – a dégringolé à 1,62 par femme, en 2023, une première, ce qui suscite une réelle inquiétude chez les démographes et les économistes. Au Congrès, les républicains ont proposé une législation visant à

inverser la tendance. Des groupes de réflexion orientés à droite produisent des rapports tentant de trouver l'origine du problème et étudient les initiatives prises par d'autres pays pour tenter de remédier au déclin de leur natalité.

J.D. Vance, le candidat républicain à la vice-présidence, propose des crédits d'impôt de 5 000 dollars par enfant et tente de désamorcer les critiques depuis qu'il a qualifié les démocrates de « mémères à chat sans enfants ». M. Trump a déjà proposé le versement de « bonus bébé » aux Américains qui font des enfants, et son équipe de campagne affirme qu'il envisagerait un « élargissement conséquent » du crédit d'impôt lié aux naissances.

« Si vous ne faites pas d'enfants, votre nation est fichue », a expliqué Yoram Hazony, président de la Edmund Burke Foundation lors d'une conférence

Lire DEMOGRAPHIE en page II

Israël : le dilemme des juifs ultra-orthodoxes mobilisés dans l'armée

RAMAT GAN, Israël – La veille de sa visite au centre d'enrôlement dans l'armée, Yechiel Wais était tellement survolté qu'il n'a pas dormi de la nuit. A 19 ans, le jeune homme issu d'une famille juive ultra-orthodoxe espère rejoindre une unité chargée de ravitailler les avions en munitions.

Même âge et mêmes origines, Shlomo Roth manifeste avec d'autres membres de cette communauté qui vit en marge de la société israélienne devant un centre de recrutement à quelques kilomètres de là. Et affirme qu'il a brûlé son courrier de convocation.

« Pour nous, l'armée, c'est pire que la mort », tranche M. Roth.

Les juifs ultra-orthodoxes, ou haredim comme ils préfèrent qu'on les appelle, se trouvent aujourd'hui dans une situation délicate. Délicate aussi pour l'armée israélienne : depuis une

décision rendue en juin par la Cour suprême, elle veut recruter les quelque 3 000 haredim qui étaient jusque-là dispensés de service militaire s'ils passaient leurs journées à étudier les textes sacrés du judaïsme.

Malgré l'intérêt que montrent certains jeunes comme M. Wais, l'essentiel des leaders haredim redoutent que l'armée soit un « melting pot » qui plonge les ultra-orthodoxes dans la culture israélienne dominante. Alors que le manque d'hommes est exacerbé par la guerre à Gaza, les militaires, eux, risquent de devoir trancher rapidement sur le sort réservé à ceux qui échappent à la mobilisation.

Lundi, lors de la journée dédiée à la conscription des membres de communautés religieuses, environ 300 hommes

Lire ISRAEL en page II



SIPA PRESS

Le taux de natalité américain est tombé à 1,62 par femme en 2023.

DEMOGRAPHIE

Suite de la page 1

de conservateurs à Washington en juillet dernier. « L'Amérique marche désormais sur les traces de l'Europe dans son incapacité à assurer une nouvelle génération. »

Dans le même temps, Kamala Harris a dévoilé une proposition de crédit d'impôts de 6 000 dollars pour les parents de nouveau-nés, sans la présenter comme une mesure d'incitation à la natalité, mais plutôt comme

Les sondages montrent qu'en moyenne, les Américains voudraient avoir plus d'enfants qu'ils n'en font

un moyen de réduire les frais des familles. Les démocrates se sont, d'une façon générale, moins prononcés sur le sujet de la chute du nombre des naissances.

En Europe, la question de la natalité est déjà un problème dans de nombreux pays. En Italie, où le nombre de naissances est tombé à 1,2 enfant par femme, la Première ministre Giorgia Meloni a ajouté le mot « natalité » au nom du ministère de la Famille, désormais intitulé ministère de la Famille, de la natalité et de l'égalité des chances. Les législateurs hongrois consacrent plus de 5% du PIB du pays à la promotion de la famille, subventionnent les minivans et dispensent d'impôts sur le revenu les femmes ayant plus de trois enfants. En France, le président Emmanuel Macron a révélé au début de l'année un plan visant à stimuler la natalité.

Un taux de natalité en chute libre est un problème, expliquent

les économistes, parce que le financement de la Sécurité sociale et d'autres institutions économiques qui dépendent des futures cohortes de travailleurs pourrait se tarir. Et c'est également un problème, disent les conservateurs, parce que cela traduit un malaise économique et un sentiment de tristesse. Les sondages montrent qu'en moyenne, les gens voudraient avoir plus d'enfants qu'ils n'en font.

Le pronatalisme, le mouvement que le taux de fécondité préoccupe et qui appelle à la mise en place de politiques et de solutions culturelles au problème, reste modeste. Il est constitué de conservateurs religieux et d'opposants à l'immigration, mais aussi de futuristes adeptes des nouvelles technologies comme Elon Musk, le patron de Tesla, et l'investisseur en capital-risque Marc Andreessen. « L'effondrement du taux de natalité est de loin le plus grand danger auquel la civilisation est confrontée » a déclaré M. Musk.

Malcolm Collins a commencé se soucier du problème lorsqu'il travaillait sur des stratégies à long terme pour une entreprise de capital-risque en Corée du Sud. Après s'être penché sur le taux de natalité du pays – le plus bas du monde, avec 0,72 enfant par femme – il a annoncé à ses patrons que l'économie coréenne n'existerait plus d'ici à 100 ans.

Bien déterminés à sonner l'alarme aux Etats-Unis, dont il estime qu'ils ont un décalage démographique de 20 ans avec la Corée du Sud, lui et sa femme, qui ont trois enfants et envisagent d'agrandir chaque année leur famille au moyen de la fécondation in vitro, ont lancé une fondation pronataliste en 2020.

« L'effondrement démographique ne semble pas être un sujet », dit-il. « On dirait qu'il n'y a aucun moment où il devient tellement grave qu'à l'échelle de la société, les gens se mettent à angosser. »

Une conférence pronataliste organisée à Austin, au Texas,



SIPA PRESS

Donald Trump a récemment proposé un financement fédéral des fécondations in vitro ou l'obligation pour les assureurs de rembourser ces coûteuses procédures.

en 2023 a attiré 125 personnes, rapporte son organisateur, Kevin Dolan, un Virginien père de six enfants. Il attend deux fois plus de participants pour la prochaine qui se tiendra en mars.

Le groupe de réflexion conservateur Institute for Family Studies a lancé une Pronatalism Initiative au début de l'année, projet financé grâce à 50 000 dollars de subventions dans le cadre d'un programme géré par l'économiste Tyler Cowen et basé au Mercatus Center de l'Université George Mason, un groupe de réflexion axé sur l'économie de marché.

Mais une plus vaste cohorte de conservateurs, tout en rejetant l'étiquette de pronatalistes, examinent, eux aussi, les solutions pour remédier au déclin du nombre de naissances aux Etats-Unis.

Un petit groupe de sénateurs républicains propose une allocation familiale mensuelle de 350 dollars pour chaque enfant en bas âge, et de 250 dollars pour

chaque enfant d'âge scolaire dans le cadre du Family Security Act 2.0, un projet de loi qui n'a pas encore été officiellement présenté.

« De moins en moins de gens se marient et ont des enfants », déplore le sénateur républicain Mitt Romney, élu de l'Utah et l'un des promoteurs du projet de loi. « Nous devons faire mieux pour aider les familles à vaincre les difficultés auxquelles elles sont confrontées. »

Les adeptes du « pronatalisme » soutiennent souvent les subventions et les autres politiques visant à dynamiser la natalité. Les traduire en politiques acceptables aux yeux des parlementaires républicains nécessite de les reformuler pour encourager les naissances que dans certaines familles : celles dont les parents sont mariés et travaillent.

« C'est la recette du succès à l'échelle de la société », affirme Roger Severino, de la Heritage Foundation, ancien haut fonctionnaire de l'administration

Trump aujourd'hui connu pour son rôle moteur dans le programme Project 2025.

Certains conservateurs que la natalité déclinante angoisse s'inquiètent aussi à l'idée qu'il puisse s'agir en partie d'un problème culturel insoluble, résistant aux leviers gouvernementaux, et soulignent les échecs de certaines politiques visant à augmenter le taux de fécondité en Corée du Sud et au Japon. D'aucuns estiment quand même que le gouvernement peut jouer un rôle pour encourager les naissances au moyen de messages officiels.

« Il nous faut réorienter la culture en quelque sorte, et je pense que pour ça, le gouvernement peut jouer un rôle moteur ou être une voix forte », estime Duncan Braid, responsable partenariat pour le groupe de réflexion conservateur American Compass.

En janvier, les mots « Faites plus de bébés » se sont affichés en lettres violettes géantes sur Times Square, à New York. Il s'agissait

d'une campagne publicitaire organisée par EveryLife, une entreprise de couches-culottes anti-avortement dont Nick Ayers, ancien chef de cabinet de l'ex-vice-président Mike Pence, est le PDG.

Les églises et autres institutions culturelles ont probablement beaucoup plus d'influence sur la taille des familles que le gouvernement fédéral, selon certaines personnes préoccupées par la natalité.

« Dans un sens, ce sont elles qui tiennent le levier le plus important », expose Catherine Pakaluk, maître de conférence à la Catholic University of America et mère de huit enfants, qui a écrit sur les raisons pour lesquelles les femmes fondent des familles nombreuses.

Les responsables politiques de gauche sont plus rétifs à mettre en avant l'existence d'un problème démographique, dans la mesure où encourager les naissances peut apparaître comme une démarche intrusive dans la vie privée. « La question est tellement étiquetée conservatrice », explique Anastasia Berg, professeur de philosophie et co-autrice du livre *What Are Children For ?* « L'idée selon laquelle ils devraient vraiment s'en inquiéter n'a pas été avancée. »

Les progressistes prennent également leurs distances avec les causes pronatalistes, effrayés par les liens entre ce mouvement et la théorie du « grand remplacement » de l'extrême droite qui avance que les personnes de couleur vont remplacer les blancs de souche.

M. Collins, l'ancien employé de l'entreprise de capital-risque, affirme que séparer le pronatalisme du racisme est l'un de ses plus grands défis et qu'il travaille à « déconvertir » les racistes du mouvement. Selon lui, il obtient de bons résultats.

Liz Essley Whyte
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original

ISRAEL

Suite de la page 1

se sont présentés, mais la plupart des haredim continuent de refuser de rejoindre l'armée alors qu'ils doivent le faire avant la fin de l'année.

Mi-août, Tsahal a déclaré que seuls 48 jeunes ultra-orthodoxes s'étaient présentés dans des centres de recrutement pour l'évaluation initiale, sur les 900 à avoir reçu une convocation envoyée par la justice. Par le passé, la plupart des hommes se présentaient et étaient dispensés, explique Israel Cohen, commentateur politique d'une station de radio haredim. Mais aujourd'hui, la communauté durcit le ton. Avant l'arrêt de la

Cour suprême, seules les franges les plus extrémistes de la société ultra-orthodoxe poussaient les hommes à éviter tout contact avec l'armée, raconte-t-il.

« Aujourd'hui, tout le monde le dit, résume-t-il, évoquant les autorités rabbiniques qui dirigent les différentes communautés haredim. C'est de facto une décision radicale. »

Le débat autour de l'enrôlement des haredim intervient au moment où l'armée israélienne a du mal à recruter alors qu'elle se bat à Gaza, à la frontière avec le Liban et, de plus en plus, en Cisjordanie. Le mois dernier, les militaires ont annoncé le rappel de milliers de réservistes démobilisés, tandis que le ministère de la Défense défend une loi visant à augmenter la durée minimum du

service obligatoire et des engagements dans la réserve.

Des évolutions qui ravivent des tensions qui existent depuis longtemps entre la communauté ultra-orthodoxe et un Etat israélien globalement laïc. Les haredim affirment qu'ils contribuent, par leurs prières, à protéger Israël et nourrir son âme juive. Le reste de la population, de son côté, s'agace de plus en plus de devoir assurer la croissance économique et la sécurité à leur place.

« Il y a une immense partie de la société pour laquelle rien n'a changé, pour laquelle le 7 octobre n'a jamais existé », persifle Uri Keidar, réserviste qui s'est battu pendant cinq mois à Gaza après les attentats. Le reste du temps, il dirige une organisation israélienne qui cherche à réduire l'emprise de la religion sur l'Etat. « En ce moment, le contraste est très fort », ajoute-t-il.

De fait, la participation des haredim à la société israélienne au sens large est un enjeu de plus en plus crucial. C'est l'une des composantes de la population qui croît le plus vite. Et sur les 1,3 million de juifs ultra-orthodoxes qui vivent actuellement en Israël, environ 80 000 sont des hommes en âge de se battre. Selon les experts, d'ici à 2050, les hommes haredim représenteront 41% des conscrits potentiels du pays : il est donc urgent de trouver une solution.

Moti Kaminshtein, haredim de 27 ans, essaie de persuader ses coreligionnaires de rejoindre l'armée.

« Je ne dis pas que 100% des haredim doivent rejoindre l'armée, explique-t-il. Ce que je dis, c'est que rejoindre l'armée n'est pas dangereux pour les haredim. »

Pour éviter les foudres des autorités religieuses, M. Kaminshtein et le programme pour lequel il travaille n'essaient pas de convaincre les hommes qui

La participation des haredim à la société israélienne au sens large est un enjeu de plus en plus crucial. C'est l'une des composantes de la population qui croît le plus vite

suivent des études religieuses, mais il reste convaincu qu'il est possible de rester haredim tout en servant dans l'armée. « On leur montre qu'il existe une bonne façon de faire quelque chose de bon pour Israël », résume-t-il.

Le jeune homme raconte qu'avec le groupe qu'il dirige, il a accompagné environ 150 hommes issus de communautés ultra-orthodoxes pour leur enrôlement lundi dernier.

Dimanche, un peu avant minuit, l'armée a demandé aux conscrits de se présenter, le lendemain matin, sur un parking de la banlieue de Tel-Aviv. Objectif : éviter le harcèlement. Pourtant, les rares hommes à avoir fait le déplacement ont été accueillis par des manifestants haredim les accusant de trahison et leur intimant l'ordre de retirer leur kippa.

Tsahal a fait des efforts pour convaincre les ultra-orthodoxes de la rejoindre : elle a créé des unités spéciales dotées de dispositifs de soutien pour les soldats religieux et mené des campagnes de recrutement leur expliquant que leur passage par l'armée les aiderait dans leur carrière professionnelle. Selon les experts, moins de 2 000 soldats israéliens sont aujourd'hui issus de communautés ultra-orthodoxes et une grande partie d'entre eux sont désormais moins religieux.

« Le recrutement n'a pas vraiment fonctionné », soupire Yossi Klar, ancien membre de l'unité de recrutement des haredim.

La guerre a fait évoluer l'approche de l'armée, qui ne considérerait pas les ultra-orthodoxes comme une priorité jusqu'aux attentats du 7 octobre. Des directives venues d'en haut ont poussé les forces israéliennes de défense à redoubler d'efforts pour convaincre les haredim et à faire des efforts pour s'habituer à leur mode de vie. « On en arrive à un point où l'armée a besoin d'eux et veut qu'ils la rejoignent », sou-

ligne une responsable militaire impliquée dans le recrutement des haredim.

Selon elle, l'armée vient d'ouvrir deux programmes destinés aux recrues ultra-orthodoxes, dont l'unité de l'armée de l'air que M. Wais va intégrer. L'armée a appelé les jeunes un par un pour leur expliquer ce qu'elle pouvait leur proposer, poursuit-elle. Certains se sont montrés intéressés mais les pressions sociales et les manifestations restent un obstacle. « Il y a une volonté, mais il y a aussi des doutes », résume-t-elle.

Il est difficile de savoir comment les jeunes haredim et l'armée vont aborder la question de la désertion. La règle veut que l'armée envoie trois convocations avant d'engager des poursuites et que les déserteurs peuvent être arrêtés ou empêchés de quitter Israël.

Au sein de la communauté haredim comme dans le reste du pays, la tension est palpable.

« Nous sommes en état de guerre, de guerre existentielle », affirmait M. Wais quelques minutes avant de monter dans le bus qui l'amènera à la caserne.

Affiches critiquant la volonté d'Israël d'assimiler les haredim en main, M. Roth et les autres manifestants disaient la même chose.

Carrie Keller-Lynn
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



AMIT ELKAYAM FOR WSJ

La plupart des juifs ultra-orthodoxes refusent toujours de rejoindre l'armée alors qu'ils doivent le faire avant la fin de l'année.

ESPIONS

Suite de la page 1

Kyle a publié sur sa page LinkedIn une photo de lui générée par IA à partir d'une image stockée sur Internet, précise l'entreprise.

Dès son premier jour de travail, il a tenté de déployer un logiciel malveillant, ce qui a déclenché les alarmes de sécurité internes de l'entreprise. Celle-ci en a déduit que Kyle était un imposteur et a prévenu le Federal Bureau of Investigation (FBI), qui a remonté la piste jusqu'à une résidence dans l'Etat de Washing-

Les entreprises affirment que le nombre de demandeurs d'emploi localisés en Corée du Nord a augmenté ces deux dernières années

ton, où un intermédiaire participait à l'opération frauduleuse, détaille M. Sjouwerman.

Les entreprises affirment que le nombre de demandeurs d'emploi localisés en Corée du Nord a augmenté ces deux dernières années.

Cinder, une start-up technologique dont les employés travaillent à distance, dit avoir commencé à recevoir des dizaines de candidatures douteuses au début de l'année 2023. Selon l'entreprise, environ 80% des postulants provenant de certains sites d'emploi seraient des agents nord-coréens utilisant de fausses identités.

Declan Cummings, responsable de l'ingénierie de Cinder, explique avoir commencé à se méfier car des candidats passant des entretiens à distance via Zoom ne ressemblaient pas beaucoup aux photos de leur profil LinkedIn. Ils s'exprimaient souvent avec un fort accent, indique M. Cummings, qui parle couramment le coréen et a travaillé bénévolement avec des transfuges de ce pays.

Dans certains cas, ils faisaient état d'une expérience pro-

fessionnelle dans des bureaux de Facebook à l'étranger dont M. Cummings, ancien employé de Meta Platforms – la maison mère de Facebook –, savait qu'elle était fictive. Les recherches en ligne sur les noms des demandeurs d'emploi ne permettaient pas d'obtenir beaucoup d'informations personnelles.

Dans une lettre de motivation envoyée à l'entreprise par un candidat certainement Nord-Coréen, on pouvait lire : « Bonjour, j'adore ce que vous faites. J'aimerais utiliser mes fortes capacités dans le débogage et la résolution de problèmes pour être un atout de poids pour votre entreprise. Je peux porter plusieurs casquettes et m'adapter à une équipe qui évolue rapidement. »

Lors d'un entretien avec le candidat, M. Cummings a glissé que les cofondateurs de Cinder étaient d'anciens officiers de la Central Intelligence Agency (CIA). Le candidat a alors coupé court à la conversation. L'entreprise n'a plus jamais entendu parler de lui.

« Ces personnes peuvent postuler dans nombre d'entreprises, mais en le faisant chez nous, elles tombent sur une société dirigée par d'anciens de la CIA où travaille un expert de la Corée du Nord, s'amuse M. Cummings. Je ne pense pas que nous ayons été les seuls à être ciblés, mais nous sommes peut-être les seuls à en avoir conscience. »

Pour tromper les employeurs, Pyongyang a souvent recours à des fermes d'ordinateurs portables gérées par des intermédiaires aux Etats-Unis. Ceux-ci installent des logiciels de bureau à distance permettant aux Nord-Coréens de se connecter aux serveurs internes de l'entreprise depuis l'étranger tout en donnant l'impression qu'ils se trouvent aux Etats-Unis.

Le mois dernier, des procureurs fédéraux ont accusé Pyongyang d'avoir rémunéré mensuellement un habitant du Tennessee pour réceptionner et démarrer, à son domicile de Nashville, des ordinateurs portables professionnels que des Nord-Coréens, se faisant passer pour des informaticiens, ont utilisés pour escroquer des entreprises de médias américaines, une société technologique basée à Portland et une institution financière britannique.

Selon l'acte d'accusation, Matthew Knoop, 38 ans, s'était



SIPA PRESS

Les espions nord-coréens utilisent des photos générées par l'intelligence artificielle pour créer des faux profils d'employés américains lambda sur les plateformes comme LinkedIn.

vu promettre 500 dollars par ordinateur – plus 20% des bénéfices nets – par son intermédiaire nord-coréen, qui se faisait appeler Yang Di. En réalité, il a gagné beaucoup moins : environ 15 100 dollars sur treize mois. Knoop plaide non coupable et son procès est prévu en octobre. Son avocat n'a pas répondu à une demande de commentaire.

Chacune des entreprises concernées pensait avoir engagé un citoyen américain répondant, selon les documents judiciaires, au nom d'« Andrew M. ». Les Nord-Coréens étaient rémunérés plus de 250 000 dollars par chaque société entre l'été 2022 et l'été 2023. Ils avaient également rempli de fausses déclarations auprès de l'Internal Revenue Service [NDLR : le fisc américain] en utilisant l'identité usurpée.

Dans certains cas, les Nord-Coréens embauchés ont bien fourni une assistance informatique aux entreprises, cherchant apparemment à obtenir

un salaire qui était, au moins en partie, reversé à Pyongyang.

Mais les cyberopérateurs ont aussi utilisé leur accès aux réseaux des entreprises pour voler des secrets de propriété intellectuelle ou ouvrir discrètement des portes dérobées afin de lancer des cyberattaques.

Lorsque Mandiant, la division de Google Cloud chargée de la lutte contre les cybermenaces, a communiqué en début d'année à divers partenaires spécialisés dans la sécurité d'entreprises privées près de 800 adresses électroniques soupçonnées d'appartenir à des informaticiens nord-coréens, il a constaté qu'environ 10% des comptes avaient été utilisés afin de postuler pour des emplois entre février et août, donnant lieu à 236 échanges avec des recruteurs.

Dans au moins cinq cas, les candidatures avaient été envoyées à une organisation d'infrastructure critique aux Etats-Unis ou ailleurs, précise M. Barnhart, l'analyse de Man-

diant précité. En mai, les procureurs fédéraux ont rendu public un acte d'accusation affirmant qu'une femme résidant en Arizona et un homme vivant en Ukraine faisaient partie d'un

Chacune des sociétés concernées pensait avoir engagé un citoyen américain répondant au nom d'« Andrew M. »

réseau de fermes d'ordinateurs portables.

Celui-ci a conduit plus de 300 entreprises américaines à embaucher à leur insu des personnes ayant des liens avec

la Corée du Nord, toujours selon les procureurs.

Les candidats ont usurpé les identités d'au moins 60 citoyens américains, certaines utilisées dans plusieurs entreprises simultanément, ce qui a permis d'envoyer à Pyongyang 6,8 millions de dollars provenant de l'étranger, selon les procureurs.

Selon le département de la Justice, les entreprises ciblées comprenaient une grande chaîne de télévision, une société technologique de la Silicon Valley, une entreprise de l'aérospatiale et de la défense, un constructeur automobile américain, un magasin de détail de luxe et une entreprise de médias et de divertissements. Au moins trois infiltrations d'agences gouvernementales américaines ont été tentées, sans succès.

Dustin Volz
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

La Chine a besoin de robots dans ses usines, mais peut-elle les fabriquer?

Autrefois, l'abondance de main-d'œuvre pas chère semblait expliquer la généralisation du « made in China ». Mais ça, c'était avant. Avant que les sa-

lares augmentent, que la population vieillisse et que les robots fassent leur apparition dans les usines. Aujourd'hui, ce sont donc des robots que la Chine

veut produire. Usine du monde, elle est aussi, en toute logique, le premier marché mondial des robots industriels. Selon l'International Federation of Robotics, en 2022, plus de la moitié des robots industriels installés sur la planète l'ont été en Chine.

L'automatisation des usines n'est pas près de s'arrêter, et ce pour plusieurs raisons. La population chinoise vieillit et le pays veut progresser dans la chaîne de valeur manufacturière : l'automatisation des usines semble donc pertinente. Rapportée au nombre d'ouvriers, la pénétration des robots industriels en Chine reste néanmoins très inférieure à celle constatée dans des économies très axées sur le secteur secondaire comme la Corée du Sud, l'Allemagne ou le Japon.

Dans le reste du monde, et notamment dans les pays développés où les salaires sont plus élevés, la volonté de relocaliser la production devrait, elle aussi, doper la demande en robots.

Le marché semble pourtant marquer le pas depuis un an, en partie à cause du surinvestissement de la Chine dans des secteurs comme les batteries et les panneaux solaires. Dans le pays, les capacités industrielles dédiées aux équipements verts se sont envolées : elles représentaient, en milieu d'année dernière, 15% à 25% de la demande totale en dispositifs d'automatisation, selon Bernstein.

Le résultat opérationnel de spécialistes japonais de l'automatisation industrielle a baissé de 10% en glissement annuel au deuxième trimestre, d'après Morgan Stanley. Les nuages semblent néanmoins commencer de se dissiper, plusieurs d'entre eux ayant indiqué ces derniers temps que les commandes repartaient à la hausse. Fanuc, qui fabrique des robots industriels, a ainsi annoncé que ses commandes avaient bondi de 14% au trimestre dernier par rapport au précédent.

Compte tenu de la taille du marché, un redémarrage plus général de l'investissement en Chine profiterait à ces entreprises. Mais la Chine devient aussi, de plus en plus souvent, une concurrente. Au premier trimestre, les fabricants chinois détenaient plus de la moitié du marché local des robots industriels, selon MIR Databank, contre 36% sur l'année 2022.

Les entreprises japonaises et européennes comme Fanuc ou le suisse ABB ont historiquement dominé le marché, mais leurs concurrentes chinoises, dont Shenzhen Inovance Technology et Estun Automation, rattrapent peu à peu leur retard. Elles gagnent notamment des parts de marché dans le segment des robots collaboratifs, ou cobots, qui sont conçus pour travailler aux côtés des humains.

Notons toutefois que les entreprises étrangères continuent de dominer dans les segments haut de gamme. Fanuc reste leader des

systèmes de commande numérique, qui sont dans les grandes lignes le cerveau de ces robots.

La tendance à long terme autant que le rebond qui semble s'amorcer sont de bonnes nouvelles pour des géants de la technologie comme Fanuc, dont l'action a souffert ces dernières années : elle a perdu 20% par rapport à son point haut de 2021. La Chine est un marché important, qui représentait 23% de son chiffre d'affaires au trimestre dernier, mais le groupe est aussi très présent en Europe et sur le continent américain.

La Chine devrait, en fin de compte, être un marché suffisamment grand pour les fabricants étrangers et les producteurs locaux. Mais pour cela, il faut que son économie reparte.

Paul Berger
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

La Chine est le premier marché mondial des robots industriels.



L'ÉQUIPE DE GREG

Décryptages & analyses, supplément fous rires

la chaine **L'ÉQUIPE**